



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

Thèmes	Emmanuel MACRON (En Marche !)	Marine LE PEN (FN)
<b>Ligne générale</b>	<p>Pour l'alliance d'une « <i>trajectoire budgétaire vertueuse</i> » et « <i>l'invention d'un nouveau modèle de croissance</i> » (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p>Une stratégie autour de 4 piliers</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transformation de l'économie française pour forger un nouveau modèle de croissance</li> <li>- Investissement pour accompagner et accélérer la transformation (compétences, transition écologique et re-engineering de l'économie et des services publics)</li> <li>- Moins de dépenses par une organisation plus efficace des services publics</li> <li>- Construction des régulations économiques dont la zone euro a besoin</li> </ul> <p>(Le Parisien, 2 mars 2017)</p>	<p>« <i>Le grand enjeu de cette élection est la mondialisation sauvage, qui met en danger notre civilisation</i> » (Discours au soir du 1<sup>er</sup> tour – 23 avril 2017)</p> <p>Patriotisme économique (protectionnisme intelligent) qui s'oppose à l'Europe et au monde (Mondialisme financier). Valorisation des entreprises de proximité (et petites) et mise en place d'un plan de réindustrialisation Constitutionnalisation de la priorité nationale (144 engagements présidentiels)</p>
<b>METHODE</b>		
<b>Chiffrage du programme</b>	<p><b>Objectif de 60 milliards d'économies à l'horizon 2022 avec 25 milliards d'économie pour la sphère sociale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 milliards d'économie sur l'assurance maladie (progression des dépenses contenue à 2.3% par an)</li> <li>- 10 milliards d'économie sur l'assurance chômage</li> </ul> <p>(Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p>	



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Plan d'investissements public de 50 milliards à l'horizon 2022</b> (dont 10 milliards seront accessibles aux collectivités territoriales pour des actions de transformation)</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 15 milliards € pour les compétences et qualifications</li><li>- 15 milliards € pour la transition écologique et énergétique</li><li>- 5 milliards € pour l'agriculture</li><li>- 5 milliards € pour les transports et équipements collectifs locaux (rénovation, investissements ciblés sur les connexions entre modes et la lutte contre la congestion)</li><li>- 5 milliards € pour la santé</li><li>- 5 milliards € pour la modernisation des administrations publiques</li></ul> <p>(Présentation de la stratégie économique et budgétaire, 24 février 2017)</p> <p><b>Baisse des prélèvements obligatoires de 20 milliards d'euros</b> pour soutenir le pouvoir d'achat et l'investissement répartie par moitié entre ménages et entreprises (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Loi de programmation des finances publiques pour 5 ans</b> fixant les objectifs et trajectoires pour chaque secteur (Etat et agences, sécurité sociale, collectivités locales (Présentation de la stratégie économique et budgétaire, 24 février 2017)</p> <p><b>Respect de l'engagement européen des 3% de déficit</b> (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Prévisions de croissance du PIB de 1,4 % en 2017 et de 1,8 % en 2022</b> (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Maintien de l'ONDAM à 2,3% en 2018-2022</b></p>	
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	(Mutualité française 21 février 2017)	
<b>Calendrier de début de mandat</b>	<p><b>Les premières mesures de la présidence Macron</b> (Entretien au JDD, 8 avril 2017)</p> <ol style="list-style-type: none"> <li><b>1. Dès l'entrée en fonction</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Audit des finances publiques afin de disposer d'ici mi-juin des résultats de la gestion en cours</li> </ul> </li> <li><b>2. Avant les législatives</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation en Conseil des Ministres du P.J.L de moralisation de la vie publique et parallèlement vote avant la fin 2017 de la réduction d'1/3 du nombre de parlementaires et l'introduction d'une dose de proportionnelle</li> <li>- Présentation de la feuille de route de chaque ministre avec ses objectifs en termes de politiques publiques et de budget</li> </ul> </li> <li><b>3. Fin mai / début juin</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- P.J.L d'habilitation permettant au gouvernement d'agir par ordonnances pour mettre en place le droit à l'erreur</li> </ul> </li> <li><b>4. Été 2017</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- P.J.L d'habilitation à réformer par ordonnances pour simplifier le droit du travail et décentraliser la négociation</li> <li>- Lancement des états généraux de l'alimentation, de la conférence des territoires, des assises de l'outre-mer</li> <li>- Mise en place d'une cellule de coordination du renseignement et d'une task force sur le terrorisme islamiste</li> </ul> </li> </ol>	<p>Dans les 2 premiers mois du mandat (soit avant le 14 juillet), 10 mesures concrètes et d'effet immédiat seront prises :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1- Suspension des accords de Schengen et rétablissement des contrôles aux frontières nationales.</li> <li>2- Expulsion de tous les fichés S étrangers, et mise en œuvre de l'article 411-4 du code pénal pour déchoir de leur nationalité française et interdire du territoire les binationaux convaincus de liens avec le djihadisme.</li> <li>3- Abrogation des Lois pénales Dati et Taubira pour mettre fin au laxisme judiciaire.</li> <li>4- Organisation d'un référendum sur une grande réforme institutionnelle incluant, entre autres, la proportionnelle, le référendum d'initiative populaire, la priorité nationale, la défense de notre identité de peuple et de notre patrimoine historique et culturel, et la réduction du nombre de députés et de sénateurs (à défaut de majorité parlementaire, le référendum serait pris sur l'article 11 de la Constitution et présenté en septembre)</li> <li>5- Baisse de 10 % des trois premières tranches de l'impôt sur le revenu et rétablissement de la demi-part fiscale supplémentaire pour les veuves et veufs.</li> <li>6- Rétablissement de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisation.</li> <li>7- Suppression de l'Aide Médicale d'Etat réservée aux clandestins.</li> <li>8- Rétablissement de la défiscalisation et de la majoration des heures supplémentaires, et revalorisation des petites retraites.</li> <li>9- Réorientation des 50 milliards d'euros de baisses de charges du CICE vers les TPE/PME exclusivement.</li> </ol>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place des mesures nécessaires au renforcement de la sécurité intérieure</li> <li>- Tour des capitales européennes (proposition d'une feuille de route à 5 ans pour un vrai budget de la zone euro et une Europe à 27 de l'environnement, de l'industrie et de la gestion des migrations)</li> <li>- Pas de loi de finances rectificative</li> <li>- Arrêté permettant le retour des classes bilangues</li> </ul> <p><b>5. Rentrée 2017</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Confirmation ou renouvellement de la totalité des postes administratifs de responsabilité nommés en Conseil des Ministres d'ici la rentrée 2017</li> <li>- Réduction de moitié des effectifs des classes à l'école primaire</li> <li>- Texte de finances publiques quinquennal et PLF 2018 contenant la stratégie sur 5 ans, le plan d'économie de 60 milliards, l'exonération de la taxe d'habitation et les principales mesures en faveur de l'emploi et de l'investissement (baisse des charges, baisse de l'impôt sur les sociétés...)</li> <li>- P.J.L mobilité logement pour créer « <i>un choc de logement</i> » (Entretien au JDD, 8 avril 2017)</li> </ul> <p>Législatives : « <i>pas d'accords d'appareils avec d'autres partis</i> » mis à part le cas spécifique de François Bayrou et du MoDem (LCP – 23 mars 2017)</p>	<p>10- Abrogation de la Loi Travail, de la Loi El Khomri. (Mes 10 mesures immédiates – 11 avril 2017)</p>
<p><b>Outils de réformes</b></p>	<p>Engagement à ne pas réformer une même politique ou un même impôt plusieurs fois dans un même mandat (La Révolution en marche – petit livret de l'adhérent)</p>	<p><b>Référendum après les législatives pour une réforme constitutionnelle :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdiction du communautarisme</li> <li>- Autorisation de la priorité nationale</li> <li>- Promotion du patrimoine historique et culturel</li> </ul>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Suppression des régions et des intercommunalités</li> <li>- Réduction du nombre de députés à 300 et de sénateurs à 200</li> <li>- Inscription de la proportionnelle intégrale à l'Assemblée nationale avec une prime majoritaire à 30 %</li> <li>- Suppression du chapitre sur l'Union européenne</li> <li>- Supériorité de la loi française sur les traités européens et droits dérivés antérieurs</li> <li>- Élargissement du champ d'intervention du référendum d'initiative populaire</li> <li>- Obligation de recours au référendum d'initiative populaire pour réformer la constitution</li> <li>- Abaissement du seuil de signatures pour déclencher le référendum d'initiative populaire</li> </ul> <p>(Le Monde, 2 février 2017)</p> <p><b>Référendum en novembre pour sortir de l'UE</b> : Rétablissement de la souveraineté monétaire, législative, budgétaire et territoriale (Le Monde, 2 février 2017)</p>
<p><b>Trajectoire normative</b></p>	<p>Pas de création de nouvelles normes de construction durant le prochain quinquennat (hors textes communautaires) (La Révolution En Marche, petit livret de l'adhérent)</p>	<p><b>Allègement de la complexité administrative et fiscale pesant sur les TPE-PME :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Guichet unique dédié (social, fiscal et administratif),</li> <li>- Généralisation du « titre emploi service entreprise » aux TPE,</li> <li>- Remplacement du compte pénibilité par un nouveau dispositif reposant sur une évaluation personnalisée grâce à une médecine du travail qui sera reconstituée. La pénibilité constatée sera compensée par une majoration des annuités de retraite.</li> </ul> <p>(144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		Stabilité du cadre réglementaire et fiscal pour garantir la visibilité des TPE-PME (Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)
<b>FISCALITE</b>		
<b>IS / CICE / Baisse des charges</b>	<p><b>Abaissement des cotisations sociales employeurs pour toutes les entreprises, tous secteurs confondus</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Remplacement du CICE par une baisse de cotisations sociales employeurs de 6 points</li> <li>- Jusqu'à une baisse de cotisations sociales employeurs de 10 points au niveau du SMIC (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Suppression de la totalité des charges au niveau du SMIC</b> (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p>Allègements et suppressions de cotisations sociales patronales compensés par des économies sur la dépense publique et par une fiscalité incitative (sur la consommation et la pollution) (Révolution)</p> <p><b>IS : Abaissement du taux de l'impôt sur les sociétés à 25 % d'ici 2022</b> (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p>	<p>Réduction de l'IS sur les bénéficiaires réinvestis dans l'entreprise (Convention MLP, 5 janvier 2017)</p> <p>Abaissement des charges sociales des TPE-PME de façon lisible et significative en fusionnant l'ensemble des dispositifs d'allègement des charges sociales de manière dégressive (le CICE sera transformé en allègement de charges et entrera dans le dispositif). Cet allègement de charges sera conditionné au maintien de l'emploi.</p> <p>Maintien du dispositif à taux réduit à 15 % de l'IS pour les TPE-PME et création d'un taux intermédiaire à 24 % (au lieu de 33 %) pour les PME (15 % pour les 75 000 premiers euros de bénéficiaires)</p> <p>Suppression des impôts à très faibles rendements (144 engagements présidentiels – livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p>
<b>ISF</b>	<p><b>Transformation de l'ISF en impôt sur la rente immobilière.</b> La part qui finance l'économie réelle, c'est-à-dire la détention d'entreprise ou d'action (dont assurance-vie), ne serait plus imposée. Maintien de l'abattement sur la résidence principale et exonération pour les œuvres d'art. (France Inter – 1<sup>er</sup> février 2017)</p>	<p>Maintien de l'ISF (144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<p><b>Autres taxes et impôts relatifs aux entreprises</b></p>	<p><b>Réforme de l'imposition des revenus du capital</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Prélèvement forfaitaire unique</b> (comprenant l'impôt sur le revenu et les prélèvements sociaux) <b>au taux de 30% pour tous les revenus du capital</b> : intérêts, loyers, dividendes, plus-values...</li> <li>• <b>Augmentation du prélèvement après huit ans sur les assurances-vie, de 23% à 30%</b>, seulement pour les nouveaux versements</li> </ul> <p>(Présentation du chiffre économique Les Echos 23 février 2017)</p> <p><b>Fonds pour l'industrie et l'innovation de 10 milliards d'euros</b> issu des actions d'entreprises possédées de manière minoritaire par l'Etat. Il sera réinvesti pour</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1/ l'investissement dans les initiatives locales accompagnant les transitions industrielles ;</li> <li>- 2/ la réindustrialisation des territoires ;</li> <li>- 3/ le développement de solutions innovantes pour relever les défis de la transformation énergétique, environnementale, numérique et démographique ;</li> </ul> <p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Lutte contre les arrangements fiscaux</b> entre états et entreprises multinationales (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Sanctuarisation du CIR, du Crédit Impôt Innovation et du dispositif Jeunes Entreprises innovantes</b> et simplification de la mécanique administrative pour en bénéficier (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	<p>Promotion des secteurs stratégiques de la recherche et de l'innovation, en augmentant la déductibilité fiscale des dons Recentrage du CIR vers les PME et les startups Création d'une taxe sur l'activité réalisée en France par les grands groupes et les profits qui auraient été détournés Interdiction d'accès aux marchés publics aux multinationales qui pratiquent l'évitement fiscal et refusent de régulariser leur situation Dénonciation des conventions fiscales avec les pays du Golfe qui accordent des privilèges indus (144 engagements présidentiels)</p> <p>Instauration d'une taxe pouvant aller jusqu'à 35 % pour tout produit issu d'une usine qui aura été délocalisée à l'étranger et qui serait réimporté en France (Conférence présidentielle économique – Mars 2017)</p> <p>Pérennisation des dispositifs de défiscalisation qui profitent au financement des TPE-PME par le maintien de l'ISF (Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p>
<p><b>IR / Ménages</b></p>	<p><b>Hausse de 1.7 points de la CSG</b> (avec exemption des retraités au taux nul ou réduit de CSG et des indemnités chômage) pour compenser la suppression des cotisations maladies et chômage</p>	<p><b>Suppression du prélèvement à la source</b> <b>Baisse de 10 % des trois premières tranches d'IR</b> Refus de toute hausse de la TVA et de la CSG</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>acquittées par le salarié. Cela devrait être équivalent à 250 € de plus par an pour une personne au SMIC. (Interview BFM TV, 7 décembre 2016)</p> <p><b>Pas de hausse de la TVA</b> (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Possibilité d'individualiser l'impôt sur le revenu</b> (Interview Causette, 16 février 2017)</p> <p><b>Expérimentation pendant une année du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu</b> sans toutefois plaider pour la généralisation immédiate (Interview Europe 1, 29 mars 2017)</p> <p><b>Exonération en trois ans de la taxe d'habitation</b> pour 80% de ceux qui la payent : allègement sensible dès 2018, et exonération de 4/5 des français d'ici 2020 par la fixation d'un seuil de 20 000 € par an et par part fiscale. Compensation à l'euro près pour les communes : 10 milliards € y seront consacrés chaque année (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p>	<p>Suppression des impôts à très faibles rendements (144 engagements présidentiels)</p> <p>Augmentation des petits salaires et des petites retraites (moins de 1 500 euros par mois) par une « <b>prime de pouvoir d'achat</b> » (80 €/ mois en moyenne) qui sera financée grâce à une contribution sociale sur les importations (3%) (Site de campagne Marine 2017, 25 janvier 2017 ; 144 engagements présidentiels ; Assises présidentielles de Lyon février 2017)</p> <p>Possibilité pour les investisseurs providentiels de déduire leurs pertes de la base imposable de l'IR afin d'encourager l'investissement direct dans les entreprises (Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p> <p>Modification des règles fiscales en réaffirmant que le système d'imposition doit être fondé sur la territorialité et non la nationalité (Livret Français de l'étranger – avril 2017)</p>
<p><b>Droits de succession / Transmission d'entreprise</b></p>	<p><b>Pas de relèvement des droits de succession</b> (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p>	<p><b>Exonération totale des plus-values</b> de cession des actions et parts sociales des PME-PMI au bout de sept ans (144 engagements présidentiels)</p> <p>Renforcement de la solidarité intergénérationnelle en permettant à chaque parent de transmettre sans taxation 100 000 euros à chaque enfant tous les cinq ans (au lieu de quinze ans actuellement) et en augmentant le plafond des donations sans taxation aux petits-enfants à 50000 euros, également tous les cinq ans</p> <p>Réduction des droits de mutation de 10 % (144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<p>Amélioration de l'information des chefs d'entreprise pour leur permettre d'anticiper le plus tôt possible la cessation de leur activité</p> <p>Encouragement à user des dispositifs permettant au chef d'entreprise cédant d'accompagner le repreneur, sur une période à définir</p> <p>(Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p>
<b>ECONOMIE</b>		
Réorientation de l'épargne / actionariat salarié		<p>Développement de dispositifs de financement innovants pour orienter l'épargne des Français vers les entreprises françaises : incitation pour qu'un Français sur deux devienne actionnaire direct d'une entreprise française</p> <p>(Convention MLP, 5 janvier 2017 et Conférence présidentielle économique – Mars 2017)</p> <p>Redirection d'une part de l'assurance-vie (2 %) vers le capital-risque et les startups</p> <p>Incitation pour les grands groupes de créer leur propre fonds d'investissement dans les entreprises innovantes</p> <p>(144 engagements présidentiels)</p>
Financements participatifs des entreprises		<p>Gestion par la BPI d'une plateforme sur le financement participatif et possibilité de venir en appont financier de plateformes existantes en fonction des secteurs/spécialités/régions</p> <p>(Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p>
Autres mesures concernant les entreprises	<p><b>Accompagnement des entreprises</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'un droit à l'erreur dès l'été 2017</li> <li>- Code du travail digital : service internet unique d'explication de la réglementation pour les entreprises</li> </ul>	<p>Mise en place d'un contrôle strict du respect des délais de paiement par l'application de pénalités automatiques</p> <p>Mise en place d'un guichet unique qui sera le trait d'union entre les entreprises et les administrations</p> <p>(Convention MLP, 5 janvier 2017 ; 144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des instruments d'aide et d'accompagnement des TPE/ PME dans leur gestion des ressources humaines : premiers recrutements, entretiens professionnels, formation professionnelle...</li> <li>- Accompagnement des PME dans le lancement de « <i>plans anti-gaspi</i> » (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> <li>- Levée des obstacles à la création d'entreprise, notamment en ce qui concerne certaines règles de qualification qui condamnent, <i>in fine</i>, la personne au chômage (Révolution)</li> </ul> <p><b>Revivification de l'économie des territoires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de nouvelles entreprises via l'innovation, la recherche de la qualité ou encore la redynamisation de certaines branches industrielles traditionnelles (Révolution)</li> </ul> <p><b>Soutien à l'adoption par chaque entreprise d'une approche globale de la RSE</b> : regroupement des informations financières et extra financières des entreprises dans un rapport stratégique annuel (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Création d'emplois francs</b> : attribution d'une prime de 15 000 euros sur 3 ans à toute entreprise qui recrute en CDI un habitant d'un quartier prioritaire de la politique de la ville et de 5 000 euros sur les deux premières années pour une embauche en CDD (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Facilitation de l'échec afin qu'il ne soit plus perçu comme un stigmate et valorisation des modèles de réussite (entrepreneuriale, sociale, intellectuelle, sportive ou culturelle)</p>	<p>Réservation de la commande publique aux entreprises françaises en cas d'écart de prix raisonnable avec les entreprises étrangères (Challenges, le 3 février 2017 ; 144 engagements présidentiels)</p> <p>Réservation d'une partie de la commande publique aux PME Allègement des procédures d'appel d'offres par le développement de la dématérialisation et la mise en place d'un document unique pour le volet administratif des appels d'offre, qui soit utilisable pour tous les marchés publics. Arrêt des politiques de massification des achats publics lors les économies d'échelles induites par le regroupement ne les justifient pas pour permettre aux PME-TPE de candidater Possibilité pour les investisseurs providentiels de déduire leurs pertes de la base imposable de l'IR afin d'encourager l'investissement direct dans les entreprises Objectif 3 % du PIB pour la part de R&amp;D Mise en place d'un contrôle des délais de paiement des grands groupes et ETI vis-à-vis de leurs fournisseurs TPE/PME lors des contrôles URSSAF (Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p> <p>Protection des secteurs stratégiques et porteurs par un contrôle des investissements étrangers qui portent atteinte aux intérêts nationaux grâce à une Autorité de Sûreté Économique (moyen du parquet, de cybersécurité et de l'AMF avec possibilité d'interdire de manière discrétionnaire toute prise de contrôle) Création sous la tutelle de la Caisse des Dépôts et Consignations d'un fonds souverain avec la double mission de protéger les entreprises des fonds vautour ou des OPA hostiles et de prendre des participations dans des secteurs porteurs</p>
--	---	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>(Révolution)</p> <p>Engagement à ne pas modifier plusieurs fois un même impôt au cours du quinquennat pour donner de la visibilité aux entreprises (Révolution)</p> <p><b>Gouvernance d'entreprise</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Cogestion entre les syndicats et le patronat en s'inspirant du modèle allemand : accorder aux syndicats la moitié des sièges au Conseil de Surveillance. Création d'un nouveau type de société associant les salariés à la gestion, dont la généralisation serait incitée par l'Etat par le biais d'un avantage fiscal (Challenges, 1<sup>er</sup> mars 2017)</li> </ul> <p><b>Adaptation de l'entreprise aux aspirations légitimes de ses acteurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pouvoir renforcé des conseils d'administration et de la représentation des intérêts minoritaires. Incitations à une meilleure représentation des salariés dans les conseils</li> <li>- Responsabilisation du CA en cas de vote défavorable des actionnaires sur la rémunération des dirigeants</li> <li>- Publication par les grandes entreprises d'un ratio d'équité mesurant l'écart de rémunération dirigeant-salariés (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Marge de manœuvre aux entreprises pour régler les questions religieuses au travail « dans la limite du fonctionnement »</b> (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	<p>Mise en place d'un commissariat à la stratégie économique rattaché au Premier Ministre (Conférence présidentielle économique – Mars 2017)</p> <p>Interdiction en cas de subvention publique que la société soit cédée à une société étrangère pendant 10 ans</p> <p>Promotion des secteurs stratégiques de la recherche et de l'innovation, en augmentant la déductibilité fiscale des dons</p> <p>Augmentation de 30 % du budget public de la recherche (pour le porter à 1 % du PIB)</p> <p>Généralisation du « titre emploi service entreprise » aux TPE</p> <p>Instauration d'un taux préférentiel de crédit pour les petites et très petites entreprises sous la supervision de la Banque de France (144 engagements présidentiels)</p>
Banque et finance		<p>Déclaration de l'« état d'urgence bancaire »</p> <p>Retrait des banques françaises de l'Union bancaire européenne et donc suppression de la disposition qui prévoit la ponction ou le</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<p>gel de l'épargne bancaire et des contrats d'assurance-vie en cas de menace de crise bancaire            Maintien de la liberté et la pluralité des moyens de paiement            Obligation pour les banques de séparer leurs activités de détail et d'affaires            (Le Parisien le 29 juin 2016 ; 144 engagements présidentiels)</p> <p>Division par deux du taux d'intérêt maximum (taux d'usure) pour les emprunts et les découverts bancaires (agios) pour les entreprises et les ménages            (144 engagements présidentiels)</p>
<p>Protection du consommateur /            Made in France</p>		<p>Aggravation des sanctions contre les dirigeants d'entreprise coupables d'ententes ou d'agissements frauduleux            Gel des autorisations accordées aux grandes surfaces et aux entrepôts de vente par correspondance dans l'attente d'un audit global des surfaces de vente de la grande distribution            (144 engagements présidentiels)</p> <p>Étiquetage obligatoire « fabriqué en France »            (144 engagements présidentiels)</p>
<h3>NUMERIQUE</h3>		
<p><b>Numérique</b></p>	<p><b>Mise en place d'un marché unique du numérique en Europe</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un fonds européen de capital-risque permettant de financer le développement des start-ups européennes du numérique (à hauteur de 5 milliards €)</li> <li>- Renégociation avec les USA du Privacy Shield d'ici 2018 pour garantir la préservation des données personnelles des européens</li> </ul>	<p>Inscription des libertés numériques dans les libertés fondamentales via une charte            Création d'une charte à valeur constitutionnelle incluant la protection des données personnelles et notamment par une obligation de stockage sur des serveurs localisés en France            Suppression d'Hadopi            Ouverture du chantier de la licence globale            (144 engagements présidentiels ; livret sur la réforme constitutionnelle)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"><li>- Mise en place d'une Agence européenne pour la confiance numérique en charge de la régulation des plateformes numériques et de la protection des données personnelles</li><li>- Lutte pour une taxe sur le chiffre d'affaires réalisés dans nos pays pour des prestations de service électronique (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li></ul> <p><b>Lutte contre les inégalités d'accès au numérique</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Couverture de l'ensemble du territoire en très haut débit et en 4G d'ici 2022, « <i>l'Etat prendra ses responsabilités partout où cela est nécessaire</i> »</li><li>- Elimination des zones blanches</li><li>- Stratégie d'inclusion pour les personnes rencontrant des difficultés d'utilisation du numérique : développement d'un réseau d'accompagnement sur le territoire (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li></ul> <p><b>Le cap de la transformation numérique pour les entreprises</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Aide des TPE PME à réussir leur transformation numérique</li><li>- Imposition des grands groupes de l'internet sur leur chiffre d'affaires réalisé sur le sol français (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li><li>- Levée des obstacles entravant le développement des entreprises, artisans et commerçants face aux géants de l'internet, comme la multiplication de normes qui ne s'imposent pas aux GAFA (Révolution)</li></ul> <p><b>Personnalisation des services publics du quotidien via le numérique</b></p>	<p>Lancement d'un plan intergouvernemental pour le développement d'un écosystème numérique : un Airbus du numérique visant à établir entre les pays participants un écosystème public (Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p>
--	---	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'une banque de données numériques : mise à disposition des données par les administrations chargées d'autoriser des activités</li> <li>- Dématérialisation de 100% des démarches administratives d'ici 2022</li> <li>- Création d'un compte citoyen en ligne</li> <li>- Création d'un service public numérique de la justice avec portail unique d'accès</li> <li>- Développement de la télémédecine et du numérique dans la santé</li> </ul> <p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Cadre réglementaire et fiscal adapté à l'économie numérique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement du droit à l'expérimentation dans le respect des impératifs de sécurité, de protection du consommateur et de loyauté de la concurrence</li> <li>- Définition d'une stratégie nationale pour l'intelligence artificielle</li> <li>- Cadre fiscal incitatif pour l'investissement dans l'innovation</li> <li>- Développement d'instruments de transparence sur l'usage des données privées par les acteurs du numérique</li> </ul> <p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	
<b>DROIT DU TRAVAIL</b>		
<b>Code du travail</b>	<p><b>Simplification du droit du travail</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition par le code du travail d'un socle de droits et règles qui s'imposent aux entreprises (durée légale du travail, salaire minimum, égalité professionnelle). Au-delà, primauté aux accords d'entreprise sur les accords de</li> </ul>	<p>Abrogation de la loi Travail (CP du Front national, 19 février 2016)</p> <p>Suppression de la directive « détachement des travailleurs » sur le territoire national (144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>branche. A défaut d'accord d'entreprise, la branche interviendra. (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Parachèvement de la réforme des prud'hommes : instauration d'un plancher et d'un plafond pour les indemnités prud'homales pour licenciement sans cause réelle et sérieuse (Discours au Mans, 11 octobre 2016)</p>	
<b>Contrat de travail</b>	<p>Instauration d'un bonus/ malus sur l'assurance-chômage pour les entreprises abusant des CDD courts « <i>pour encourager le recours au CDI et responsabiliser les entreprises</i> » : variation du taux de cotisations patronales (4% aujourd'hui) selon le coût de chaque entreprise pour l'assurance chômage, pour favoriser l'emploi durable (Le Parisien, 2 mars 2017)</p>	<p>Instauration d'une priorité nationale en prévoyant une taxe additionnelle sur tout nouveau contrat d'employé étranger : 10 % du salaire brut qui viendra abonder l'assurance chômage et le service public de l'emploi (Le Monde, 2 février 2017 ; 144 engagements présidentiels ; livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p>
<b>Temps de travail</b>	<p>Maintien de la durée légale du travail hebdomadaire à 35 heures mais assouplissement au cas par cas (accords majoritaires) (Meeting de la porte de Versailles à Paris, 10 décembre 2016)</p> <p>Rétablissement des exonérations de cotisations sociales sur les heures supplémentaires (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Possibilité de don de RTT entre collègues pour les aidants dans les entreprises (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Congé maternité pour toutes les femmes, indépendamment de leur statut, aligné sur le régime le plus avantageux (alignement du congé maternité des indépendantes sur celui des salariées) (Interview live Causette, 16 février 2017)</p>	<p>Maintien des 35h Assouplissement du temps de travail pour favoriser les accords de branches permettant aux salariés de travailler 39 heures payées 39 Défiscalisation des heures supplémentaires et maintien de la majoration (144 engagements présidentiels)</p> <p>Financement des heures supplémentaires par l'Etat grâce à de nouvelles recettes générées par la restauration des droits de douanes et des économies sur l'immigration (Le Parisien le 29 juin 2016)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<p><b>Compte pénibilité</b></p>	<p>Suspension du compte pénibilité « <i>pour le renvoyer à des accords de branche</i> » (Intervention devant la CPME, 7 mars 2017)</p>	<p>Remplacement du compte pénibilité par un nouveau dispositif reposant sur une évaluation personnalisée grâce à une médecine du travail qui sera reconstituée. La pénibilité constatée sera compensée par une majoration des annuités de retraite (144 engagements présidentiels)</p>
<p><b>Santé au travail / Qualité de vie au travail</b></p>	<p>Négociation de la signature d'un ANI visant à organiser et faciliter la pratique du sport dans les entreprises (vestiaires pour les salariés, signature de conventions avec des associations sportives locales, aménagement de temps de pratique sportive) (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	
<p><b>Seuils sociaux</b></p>	<p>Instance de représentation unique de l'ensemble des attributions des CE, DP et CHSCT dans toutes les entreprises, sauf accord d'entreprise maintenant les instances existantes ou en créant de nouvelles (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	<p>Réduction du nombre des obligations administratives liées au seuil social de 50 salariés Fusion des institutions représentatives du personnel entre 50 et 300 salariés (hors représentation syndicale) en une structure unique conservant les mêmes compétences (144 engagements présidentiels)</p>
<p><b>SMIC / Bas salaires</b></p>		<p>Augmentation temporaire de 200 euros des salaires inférieurs à 1,4 SMIC (Le Scan Eco du Figaro le 1<sup>er</sup> juillet 2016)</p>
<p><b>Politique de lutte contre le chômage / Assurance chômage</b></p>	<p><b>CHIFFRAGE: 10 milliards d'économie sur l'assurance chômage avec un objectif de baisse du chômage d'1/3 : taux de chômage ramené à 7% en 2022 (moins 900 000 chômeurs en 5 ans)</b> (Présentation du chiffrage, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p>Formation d'1 million de jeunes et 1 million de demandeurs d'emploi peu / pas qualifiés et sans perspective (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Révision profonde de l'assurance chômage</p>	



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Pilotage de l'assurance chômage par l'Etat. Deux solutions : prise en main par l'Etat du système d'indemnisation chômage en cadrant les négociations de manière beaucoup plus en étroite ou une étatisation de l'UNEDIC (décisions en fonction des résultats de la négociation en cours)
- Modification des équilibres actuels « *sans mettre fin à la participation des partenaires sociaux à la gouvernance* » : augmenter leur participation dans la négociation sociale, la régulation dans l'entreprise et l'accompagnement des actifs et amoindrir leur rôle en matière de gestion du système
- Financement par l'impôt et non plus par les cotisations sociales : transfert du pouvoir sur les ressources à l'Etat en remplaçant les 2,4 % de cotisations chômage des salariés par une hausse de 1,7 points de CSG (Révolution)

### **Création d'une assurance chômage universelle**

- Ouverture des droits à l'ensemble des travailleurs : artisans, commerçants, indépendants, agriculteurs, professions libérales, auto-entrepreneurs
- Ouverture des droits aux démissionnaires : possibilité pour les salariés du privé de démissionner tous les cinq ans en touchant une allocation chômage (Révolution)

### **Paramètres de l'indemnisation**

- Refus de la dégressivité des allocations
- Dispositif de droits et devoirs : conditionnement de l'indemnité aux efforts de recherches effectués après un



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>bilan de compétences (effectué dans les 15 jours après l'arrivée à Pôle Emploi)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Suspension du versement des allocations chômage après le refus de plus de deux offres d'emploi « <i>décent</i> » pour un salaire qui n'est pas inférieur de plus de 20 à 25% à l'ancien poste</li> <li>- Aide à la mobilité et à l'installation et à la formation (pour 6 mois, un an) dans une autre ville pour les chômeurs qui n'ont pas d'offre d'emploi « <i>décente</i> » dans leur région (Le Parisien, 2 mars 2017)</li> <li>- Garantie d'une vraie sécurité professionnelle : accès à une nouvelle formation vraiment qualifiante (Chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</li> </ul> <p>Création d'un droit universel à la mobilité professionnelle (Révolution)</p>	
<p><b>Emplois aidés</b></p>	<p><b>Augmentation d'environ 50% de la prime d'activité</b> (Nouveau site En Marche du 16 février 2017, premières propositions)</p>	<p>Création d'un dispositif « premier emploi » qui exonère totalement de charges la première embauche d'un jeune de moins de 21 ans par une entreprise et ce pour un délai maximum de deux ans (144 engagements présidentiels)</p>
<p><b>Travailleur indépendant</b></p>	<p>Suppression des charges des microentreprises la première année et doublement des plafonds pour pouvoir bénéficier du régime fiscal de la microentreprise et possibilité pour tous les artisans et commerçants d'opter chaque année ou non pour ce régime fiscal (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Réduction des charges pesant sur les indépendants (professions libérales, commerçants, artisans, agriculteurs...) (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Ouverture du droit au chômage pour les travailleurs indépendants (Le Monde, 10 novembre 2016)</p>	<p>Création d'un secrétariat d'État dédié aux mutations économiques rattaché au ministère des Finances afin d'anticiper les évolutions des formes de travail liées aux nouvelles technologies (ubérisation, robotisation, économie du partage...) (144 engagements présidentiels)</p> <p>Requalification possible des indépendants ubérisés en salariés, sous conditions de chiffre d'affaires et de durée d'engagement Obligation pour les plateformes numériques de respecter le droit fiscal français et contribution équitable au financement de la protection sociale</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		Extension des dispositifs d'allègement de charges aux travailleurs indépendants (Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)
<b>REPRESENTATIVITE ET DIALOGUE SOCIAL</b>		
<b>Dialogue social (Généralités)</b>	Changement de la répartition des rôles entre le pouvoir politique et les partenaires sociaux (Présentation du programme, 2 mars 2017)	
<b>Monopole syndical</b>	Instauration d'un mécanisme clair de financement, par lequel les salariés orienteraient des ressources abondées par l'entreprise vers le syndicat de leur choix (chèque syndical) (Présentation du programme, 2 mars 2017)	Instauration d'une véritable liberté syndicale par la suppression du monopole de représentativité Moralisation de la vie syndicale par un contrôle public du financement des syndicats (144 engagements présidentiels)
<b>Niveau du dialogue social</b>	Mise en valeur de la négociation dans la branche et dans l'entreprise pour tout ce qui relève du droit du travail, et ce dans tous les domaines (Discours au Mans, 11 octobre 2016)  Définition par le code du travail d'un socle de droits et règles qui s'imposent aux entreprises (durée légale du travail, salaire minimum, égalité professionnelle). Au-delà, primauté aux accords d'entreprise sur les accords de branche. A défaut d'accord d'entreprise, la branche interviendra. (Présentation du programme, 2 mars 2017)	
<b>Représentation syndicale et syndicalisme</b>	<b>Renforcement des partenaires sociaux</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement de la formation des représentants des salariés (formations sur la gestion d'une entreprise pour mieux comprendre les positions des employeurs)</li> <li>- Encouragement de l'engagement syndical, de sa reconnaissance dans les carrières et lutte contre la discrimination syndicale</li> </ul> (Présentation du programme, 2 mars 2017)	



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<b>Restructuration des branches</b>	Démarche volontariste de réduction du nombre de branches pour en avoir entre 50 et 100 (Présentation du programme, 2 mars 2017)	
<b>Paritarisme (Généralités)</b>		
<b>PROTECTION SOCIALE / LOGEMENT</b>		
<b>Sécurité sociale</b>	<p>Transformation de la sécurité sociale, pour que tous aient accès aux mêmes droits (Révolution)</p> <p>Modification des sources de financement de la protection sociale pour porter davantage sur la consommation, la pollution ou d'autres revenus que ceux du seul travail (Discours à Montpellier, 18 octobre 2016)</p> <p>Réforme des prestations sociales des plus modestes : report du retrait des prestations en cas de reprise d'activité afin d'inciter au retour sur le marché du travail (Révolution)</p> <p><b>Lutte contre la fraude sociale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Amplification de la lutte contre la fraude aux prestations sociales : une faute grave entraînera le remboursement et la suspension de la prestation (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> <li>- Accompagnement des personnes vers un retour progressif au travail notamment par le biais de l'économie sociale et solidaire et via un plan massif de requalification appuyé sur la réforme de la formation continue</li> </ul>	<p>Garantie de la Sécurité sociale pour tous les Français ainsi que du remboursement de l'ensemble des risques pris en charge par l'Assurance maladie</p> <p>Pérennisation du financement en simplifiant l'administration du système, en luttant contre la gabegie financière et en investissant dans les nouveaux outils numériques pour permettre des économies durables</p> <p>Création d'un cinquième risque de Sécurité sociale consacré à la dépendance (144 engagements présidentiels)</p> <p>Remise à plat de la tarification hospitalière à l'activité (Communiqué de presse – 7 mars 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction des politiques de lutte contre la pauvreté avec les publics concernés (Révolution)</li> </ul>	
<b>Assurance maladie</b>	<p><b>CHIFFRAGE: 15 milliards d'économie sur l'assurance maladie</b> (Présentation du chiffrage, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Cadrage global en matière de santé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintien de l'ONDAM à 2,3% en 2018-2022</li> <li>- Plan d'investissement de 5 milliards d'euros dans l'hôpital et l'innovation médicale (Mutualité française 21 février 2017)</li> </ul>	<p>Encadrement des organismes de protection complémentaire avec instauration de la règle d'or sur les frais de gestion</p> <p>Abrogation du plafonnement des remboursements par les organismes complémentaires</p> <p>Instauration d'un délai de carence de 2 ans pour les étrangers en situation régulière pour bénéficier des remboursements (Livret Sécurité sociale – mars 2017)</p>
<b>Retraites</b>	<p><b>Création d'un système universel de retraite pour que « 1€ versé pour cotisation ouvre aux mêmes droits quel que soit le secteur, la catégorie ou le statut ».</b> Inscription des cotisations aux régimes de base et aux régimes complémentaires sur un compte individuel, revalorisé chaque année selon la croissance des salaires. Conversion du total des droits accumulé en une pension au moment de la retraite par un coefficient de conversion en fonction de l'âge de départ et de l'année de naissance. Consultation des parties prenantes (dont les partenaires sociaux) avant l'examen d'un PJJ au parlement. Application de la réforme sous la législature suivante. (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><u>Ce qui n'est pas modifié :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de modification des conditions de retraite pour les personnes à moins de 5 ans de la retraite</li> <li>- Pas de modification de l'âge de départ à la retraite qui reste à 62 ans</li> <li>- Pas de baisse du niveau des pensions</li> <li>- Maintien du régime par répartition</li> </ul>	<p>Abaissement de l'âge légal de la retraite à 60 ans avec 40 annuités de cotisations pour percevoir une retraite pleine (Le Point, 20 mai 2016 ; 144 engagements présidentiels)</p> <p>Rétablissement de la demi-part des veufs et veuves et majoration de retraite accordée aux parents ayant élevé trois enfants ou plus (Site de campagne Marine 2017, 25 janvier 2017)</p> <p>Octroi aux aidants familiaux d'avantage retraite pour soutien à la famille (Livret Sécurité sociale – mars 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Possibilité de taux de cotisation différents</li> <li>- Pas de disparition des spécificités de certains régimes : les taux de cotisations ou conditions d'âge pourront différer selon les métiers (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><u>Les nouveautés :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accès de chacun à ses droits en temps réel par une application smartphone et un site internet</li> <li>- Plus de perte de droits lors d'un changement de travail</li> <li>- Plus de liberté de choix dans l'âge de départ à la retraite (travailler davantage pour avoir une pension plus élevée ou partir plus tôt avec une pension plus faible)</li> <li>- Engagement d'une négociation avec les partenaires sociaux</li> <li>- Unification des règles pour le public et le privé (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p>Pas de mesure d'économie de prévue concernant les retraites (Présentation de la stratégie économique et budgétaire, 24 février 2017)</p>	
<p style="text-align: center;"><b>RSI</b></p>	<p>Suppression du RSI pour l'adosser au régime général (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	<p>Organisation d'Assises sur la protection sociale des indépendants pour refondre complètement le RSI (Convention MLP, 5 janvier 2017)</p> <p>Création d'un bouclier social pour les indépendants en leur proposant le choix de s'affilier au régime général ou de conserver la spécificité de leur régime après une refonte totale du RSI qui fonctionnera sur la base de l'auto-déclaration trimestrielle des revenus (144 engagements présidentiels)</p> <p>Amnistie générale des arriérés du RSI</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<p>(Déplacement dans la Drôme, 25 février 2017)</p> <p>Réforme du RSI où les indépendants pourraient pratiquer l'auto-liquidation de manière à éviter le delta entre le niveau d'activité des indépendants lors d'une année et le paiement de leurs cotisations un, voire deux ans après (mesure CPME) (Interview CPME – 6 mars 2017)</p>
<p><b>Aides sociales / solidarité</b></p>	<p>Défavorable au revenu universel (<i>pour des raisons financières mais aussi pour sauvegarder le travail comme facteur d'émancipation</i>) (Révolution)</p> <p>Pour l'augmentation du quotient familial (annonces plus précises mi-juillet 2017) (Radio J, 9 avril 2017)</p> <p>Généralisation de la Garantie jeunes à 200 000 jeunes (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Augmentation de 100 € par mois du minimum vieillesse (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Versement social unique de toutes les allocations sociales, le même jour du mois et au maximum un trimestre après la constatation des revenus (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Renouveau de la solidarité : l'uniformité ne signifie plus l'égalité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rôle de l'Etat en tant qu'investisseur social considérant les individus en fonction de ce qu'ils peuvent apporter à la collectivité</li> </ul>	<p>Suppression des aides sociales pour les clandestins et conditionnement pour les étrangers en situation régulière. (Grand Jury RTL, 11 décembre 2016)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Intervention de l'Etat le plus en amont possible afin de garantir un bénéfice des mêmes droits pour tous (Révolution)</li> <li>- Plus de représentation des personnes bénéficiaires au sein des instances comme le Conseil national de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>Logement</b></p>	<p><b>Pas de création de nouvelles normes de construction</b> durant le prochain quinquennat (hors textes communautaires) (La Révolution En Marche, petit livret de l'adhérent)</p> <p><b>Rénovation thermique des logements</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Audit gratuit pour tous les propriétaires occupants en situation de précarité énergétique : maisons à la campagne, pavillons du périurbain, copropriétés où les travaux ont été trop longtemps repoussés. (Site En Marche – premières propositions, 16 février 2017)</li> <li>- Rénovation de la moitié des logements-passoires des propriétaires les plus modestes dès 2022 via un fonds public doté de 4 milliards qui financera les travaux des propriétaires les plus précaires (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Construction de 80 000 logements pour les jeunes</b> (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Approche différenciée selon les territoires</b> pour construire beaucoup plus dans les zones tendues en libérant du foncier, notamment public, en revenant sur le droit commun en matière de délivrance de permis de construire et de recours pour raccourcir les procédures en fonction des métropoles (Discours au Mans, 11 octobre 2016)</p>	<p>Regroupement en un seul ministère de l'aménagement du territoire, des transports et du logement</p> <p>Facilitation de l'accès à la propriété en renforçant les dispositifs de prêts aidés et en améliorant les conditions de rachat par les locataires de leur logement social pour parvenir à 1 % du parc HLM vendu chaque année</p> <p>Réduction des droits de mutation de 10 %</p> <p>Lancement d'un grand plan d'aide à la construction et à la réhabilitation des logements, par la baisse de la taxe d'habitation pour les plus modestes et le gel de son augmentation, et par la pérennisation des APL (suppression de la prise en compte du patrimoine dans leur calcul)</p> <p>Création d'une « Protection-Logement-Jeunes » : lancement d'un grand plan de construction de logements étudiants et revalorisation de 25 % des APL pour les jeunes jusqu'à 27 ans dès la première année du quinquennat</p> <p>Application de la priorité nationale dans l'attribution des logements sociaux</p> <p>Application réelle de l'obligation de jouissance paisible sous peine de déchéance du bail social (144 engagements présidentiels)</p> <p>Octroi d'une priorité aux personnes gravement malades pour l'accès aux logements sociaux (Discours de Metz, 20 mars 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>Expérimentation d'un « <i>bail mobilité</i> » dans le parc privé, réservé aux zones tendues et aux publics précaires pour faciliter leur accès à la location, conclu pour moins d'un an, avec des droits plus restreints pour le locataire</p> <p>Abandon des objectifs nationaux de construction de logement pour les concentrer sur Paris, Aix-Marseille et Toulouse</p> <p>Suppression progressive de l'encadrement des loyers après évaluation des effets de la mesure (AFP, 28 novembre 2016)</p> <p>Construction de logements intermédiaires</p> <p>Réforme de l'APL</p> <p>Valorisation de la rénovation énergétique</p> <p>Stabilité sur les normes thermiques et d'accessibilité (Réunion à l'Orpilab, 28 novembre 2016)</p> <p><b>Vers un système d'attribution de logement social plus transparent</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Généralisation en zone tendue d'un mécanisme de cotation pour évaluer la hiérarchie des demandes en fonction de critères objectifs (taille de la famille, niveau des ressources, lieu de recherche)</li><li>- Développement des bourses en ligne pour l'attribution de logement social (Site En Marche – premières propositions, 16 février 2017)</li></ul> <p><b>Lutte contre le mal-logement</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Droit à la domiciliation et au coffre-fort numérique ainsi qu'à l'accès à un cloud solidaire pour les sans-abris</li><li>- Sortie progressive de l'hébergement d'urgence : création d'au moins 10 000 places supplémentaires en pension de famille, développement de l'intermédiation locative</li></ul>	
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de 10 000 places supplémentaires en pension de famille sur le quinquennat</li> </ul> <p>(Site En Marche – premières propositions, 16 février 2017)</p>	
SANTÉ		
Aide médicale d'Etat		Suppression de l'Aide Médicale d'État réservée aux clandestins (144 engagements présidentiels)
Politique générale de santé	<p><b>CHIFFRAGE : 5 milliards € d'investissements pour la santé</b> (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Trois défis en matière de santé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La prévention</li> <li>- L'accès aux soins</li> <li>- La soutenabilité financière</li> </ul> <p>(Mutualité française, 21 février 2017)</p> <p><b>Prise en charge à 100 % d'ici 2022 des lunettes, prothèses auditives et prothèses dentaires</b> (Nevers, 7 janvier 2017)</p> <p>Rétablissement du remboursement à 100% du traitement des formes sévères d'hypertension artérielle (HTA) (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Création d'un droit à l'oubli pour les personnes ayant été malades, dès 5 ans après leur rémission et extension à d'autres maladies au-delà des cancers et de l'hépatite C (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	<p><b>Lutte contre les déserts médicaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Lutte contre les déserts médicaux en instaurant un stage d'internat dans les zones concernées, en permettant aux médecins retraités d'y exercer avec des déductions de charges et en y développant les maisons de santé</li> <li>➔ Maintien au maximum des hôpitaux de proximité et augmentation des effectifs de la fonction publique hospitalière</li> </ul> <p>(144 engagements présidentiels)</p> <p><b>Lancement d'un grand plan de rénovation et de modernisation des établissements de santé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Uniformisation des systèmes informatiques</li> <li>➔ Remise à plat de la T2A</li> <li>➔ Développement de l'ambulatoire</li> <li>➔ Développement de l'évaluation des hôpitaux</li> <li>➔ Remise à plat des GHT (Groupements Hospitaliers de territoires)</li> </ul> <p>(Livret Sécurité sociale – mars 2017)</p> <p><b>E-santé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Instauration de la carte vitale biométrique fusionnée avec le titre d'identité</li> </ul>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>Plus de concurrence entre mutuelles et assurances avec 3 contrats types afin de permettre aux assurés de comparer les offres (Mutualité française, 21 février 2017)</p> <p>Remplacement du tiers payant généralisé par un tiers payant généralisable : évaluation du dispositif (Mutualité française, 21 février 2017)</p> <p>Amélioration de la gestion des dépenses et des stratégies de santé et d'assurance sur un horizon de plusieurs années (Discours à Montpellier, 18 octobre 2016)</p> <p><b>Tabac</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuer l'augmentation du prix du paquet</li> <li>- Coordination européenne sur le tabac</li> <li>- Accompagnement et diversification de l'activité des buralistes</li> <li>- Politique volontariste de prévention à l'école sur le tabagisme (RTL, 3 mars 2017)</li> </ul>	<p>(Site de campagne Marine 2017, 10 janvier 2017 ; 144 engagements présidentiels)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Reconnaissance des téléconsultations</li> <li>➔ Développement du DMP (dossier médical partagé) (Livret Sécurité sociale – mars 2017)</li> </ul> <p><b>Politique de prévention</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Développement de la prévention, avec des campagnes bien ciblées</li> </ul> <p>(Site de campagne Marine 2017, 10 janvier 2017 ; 144 engagements présidentiels)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ Développement de la communication sur les dispositifs d'aide (CMU-C, PUMA et ACS) (Livret Sécurité sociale – mars 2017)</li> </ul>
<p><b>Médicaments</b></p>	<p><b>Médicament à l'unité</b> (Nevers, 7 janvier 2017)</p> <p><b>Evolution du modèle économique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Refus du paiement unique comme seul mode de rémunération des médecins généralistes</li> <li>- Ouverture de nouvelles possibilités de contractualisation et de forfaits pour les publics sensibles en laissant le choix au praticien de s'engager (Révolution)</li> <li>- Ouverture d'un dialogue sincère avec les industriels « <i>pour payer les médicaments à leur juste prix, soutenir l'innovation et la production en France</i> »</li> </ul>	<p>Délivrance des médicaments à l'unité afin d'éviter les gaspillages Obtention avec accord des laboratoires, de la baisse des prix des médicaments</p> <p>(Site de campagne Marine 2017, 10 janvier 2017 ; 144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Garantie d'autorisations plus rapides de mise sur le marché pour soutenir les entreprises innovantes en santé (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Pas de déremboursement</b> (Site En Marche – premières propositions)</p>	
<p><b>Professionnels de santé</b></p>	<p><b>« Révolution de la prévention »</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transfert de certaines missions aux acteurs les plus pertinents, parfois même des associations</li> <li>- Création de nouveaux métiers permettant aux médecins de déléguer des missions (Révolution)</li> <li>- Création d'un service sanitaire de 3 mois pour tous les étudiants en santé (trois mois consacrés par les étudiants à des actions de prévention dans les établissements scolaires et les entreprises) (Nevers, 7 janvier 2017)</li> <li>- Evolution de la rémunération des médecins de ville pour valoriser les actions de prévention</li> <li>- Fin du numerus clausus (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Amélioration de l'organisation de l'hôpital</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réflexion sur le décloisonnement de la médecine de ville et de la médecine hospitalière (Discours à Montpellier, 18 octobre 2016)</li> <li>- Plafonnement à 50% de la tarification à l'activité des hôpitaux (T2A)</li> <li>- Renforcement de l'autonomie des hôpitaux</li> <li>- Elargissement des groupements hospitaliers de territoire pour avoir en amont une meilleure organisation de l'offre de soins (Mutualité française, 21 février 2017)</li> </ul>	<p>Relèvement du numerus clausus d'accès aux études de santé Incitation à la coopération entre professionnels de santé, en reconnaissant les compétences spécifiques de chacun Instauration d'un stage d'internat dans les zones concernées, en permettant aux médecins retraités d'y exercer avec des déductions de charges et en y développant les maisons de santé Maintien au maximum des hôpitaux de proximité et augmentation des effectifs de la fonction publique hospitalière (144 engagements présidentiels)</p> <p>Création d'un service civique de santé pour les jeunes médecins d'un an renouvelable (Livret Sécurité sociale – mars 2017)</p> <p>Revalorisation du traitement des fonctionnaires de la santé, notamment en prenant en compte la pénibilité des métiers de la santé (Communiqué de presse – 7 mars 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Maisons de santé</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement de maisons de santé pluridisciplinaires (Discours Toulon 18 février 2017)</li> <li>- Doublement des Maisons de santé d'ici 2022 pour lutter contre le désert médical (Nevers, 7 janvier 2017)</li> </ul> <p>Attribution de plus d'autonomie aux acteurs locaux de santé et notamment aux acteurs régionaux (Révolution)</p> <p>Volonté d'aller plus loin dans les aides à domicile et l'accompagnement des dépendants, par l'évolution de la rémunération des médecins en ville notamment (Mutualité française, 21 février 2017)</p>	
<b>SOCIÉTAL</b>		
<b>Lutte contre les discriminations</b>	<p><b>Action contre les discriminations raciales</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement et systématisation des contrôles des pouvoirs publics</li> <li>- Repérage et sanction des employeurs ayant des pratiques discriminantes (Révolution)</li> </ul> <p><b>Lutte contre les discriminations en entreprise</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lutte contre l'homophobie du quotidien (testing, name and shame)</li> <li>- Systématisation des politiques de testing en matière de lutte contre les discriminations en matière d'accès à l'emploi ou au logement</li> </ul>	



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des prérogatives du Défenseur des Droits pour l'accompagnement des personnes discriminées (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	
<b>Egalité H/F / Statut de la femme</b>	<p><b>Conciliation vie familiale – vie professionnelle pour les femmes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Défense du droit à l'IVG</li> <li>- Soutien massif à la construction de crèches et à la publication par les communes de leurs critères d'attribution de crèches</li> <li>- Création d'un congé de maternité unique pour toutes les femmes (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Egalité salariale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Introduction d'un volet égalité salarial dans toute discussion (dialogue social au niveau de l'entreprise et de la branche)</li> <li>- Contrôles aléatoires par le Défenseur des droits, à grande échelle, sur les politiques salariales et de ressources humaines puis publication des résultats</li> <li>- Parité dans les nominations des grands postes de l'Etat</li> <li>- Name and shame (test de grande ampleur et au hasard des entreprises) : publication des noms des entreprises ne respectant pas l'égalité salariale h/f chaque semestre (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Lutte contre les violences faites aux femmes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lancement dès la première année d'une campagne de communication sur le harcèlement et les violences faites aux femmes</li> <li>- Augmentation des amendes pour incivilité</li> </ul>	<p><b>Défense des droits des femmes :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lutte contre l'islamisme</li> <li>- Mise en place d'un plan national pour l'égalité salariale femme/homme</li> <li>- Lutte contre la précarité professionnelle et sociale (144 engagements présidentiels)</li> </ul>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accélération de la généralisation du téléphone d'alerte pour les victimes de violence</li> </ul>	
<b>Laïcité</b>	<p><b>Application stricte du principe de laïcité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation à la laïcité pour les agents de l'administration</li> <li>- Formation universitaire à la laïcité, aux valeurs de la république et à la langue française pour les ministres du culte</li> <li>- Enseignement spécifique sur le fait religieux à l'école</li> <li>- Pas d'extension de l'interdiction du voile à l'université</li> <li>- Démantèlement des associations s'attaquant à la République sous couvert de religion</li> <li>- Fermeture des lieux de cultes ou est fait l'apologie du terrorisme (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Marge de manœuvre aux entreprises pour régler les questions religieuses au travail « dans la limite du fonctionnement »</b> (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Modification de l'organisation de l'islam en France pour permettre aux musulmans d'être représentés, leur permettre de s'engager, leur garantir de pouvoir financer plus facilement et de manière indépendante les lieux de cultes, pour soutenir des prédicateurs respectueux des règles de la République (Discours à Montpellier, 18 octobre 2016)</p> <p><b>Structuration de l'islam de France pour lutter contre les discours radicaux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'une Fédération nationale de l'islam de France regroupant les associations culturelles locales créées dans le cadre de la loi de 1905</li> </ul>	<p>Interdiction du communautarisme dans la Constitution (Le Monde, 2 février 2017)</p> <p>Interdiction du financement étranger des lieux de culte et de leur personnel</p> <p>Interdiction de tout financement public (État, collectivités territoriales...) des lieux de culte et des activités culturelles</p> <p>Refus du principe de discrimination positive (144 engagements présidentiels)</p> <p>Extension de la loi de 2004 sur les signes religieux ostensibles à tout l'espace public (Discours de Metz, mars 2017)</p> <p>Interdiction des rassemblements de l'UOIF (Site internet de campagne - 13 avril 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'un statut unifié des aumôniers</li> <li>- Défavorable à de nouveaux textes et à de nouvelles lois</li> <li>- Soutien des associations de terrain</li> <li>- Si besoin, intervention de l'Etat pour exiger la réaffirmation de l'adhésion aux grands principes avant l'ouverture d'un lieu de culte ou encore la fourniture d'explications sur des prêches inacceptables</li> <li>- Reconquête positive des quartiers : mobilité scolaire, accès aux transports, à la culture, aux études et à l'emploi</li> <li>- Combat contre l'idéologie djihadiste : fermeture des lieux de culte faisant la promotion de l'idéologie djihadiste et dissolution des associations concernées (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	
<b>Handicap</b>	<p><b>Amélioration de la vie au quotidien pour les personnes en situation de handicap</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Revalorisation de 100 euros par mois de l'allocation adulte handicapé (AAH) (Le Parisien, 2 mars 2017)</li> <li>- Adaptation des règles de tarification des établissements et services médico-sociaux pour permettre une réponse individualisée et le maintien du lien avec les familles</li> <li>- Obligation pour les bailleurs sociaux d'identifier des logements adaptés pour les personnes handicapées et vieillissantes dans leur parc</li> <li>- Obligation pour les bailleurs sociaux de proposer des solutions de relogement aux personnes handicapées et vieillissantes dont le logement social n'est plus adapté, ou de réaliser des travaux dans ces logements</li> <li>- Facilitation de la scolarisation en milieu ordinaire des enfants handicapés</li> </ul>	<p>Revalorisation de 20 % de l'allocation versée aux personnes handicapées dorénavant conditionnée à la nationalité française ou à vingt ans de résidence en France</p> <p>Octroi de plus de moyens aux Maisons Départementales des Personnes Handicapées (MDPH) et développement d'une prise en charge digne de l'autisme et des troubles du spectre autistique</p> <p>Renforcement de la lutte contre toutes les discriminations liées aux handicaps</p> <p>Instauration d'un standard d'accessibilité pour les malvoyants et les malentendants (Site de campagne Marine 2017, 25 janvier 2017 ; 144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Attribution d'1 auxiliaire de vie scolaire à tous les enfants en ayant besoin pour avoir une scolarité comme les autres
- Réforme du statut d'auxiliaire de vie scolaire (RMC, Bourdin Direct, 17 avril 2017)
- Amélioration de l'accès aux diplômes via les adaptations numériques notamment
- Meilleure accessibilité des activités de loisir périscolaires, organisation de séjours de vacances mixtes ou dédiés

(Présentation du programme, 2 mars 2017)

### **Amélioration de l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap**

- Lutte contre les discriminations via le « *testing* » et le « *name and shame* »
- Abondement public pour le CPA des personnes handicapées et labellisation spécifique pour leurs formations
- Développement des initiatives de tutorat dans l'entreprise
- Soutien aux expérimentations tripartites (PE/ associations/ organismes de formation) favorisant l'insertion et la réinsertion des travailleurs handicapés

(Présentation du programme, 2 mars 2017)

### **Effort sur la prévention, les soins primaires et la recherche sur le handicap**

- Poursuite des actions incitatives en faveur de l'accessibilité des cabinets médicaux, de la formation des médecins...
- Financement d'appels à projets pour le développement d'appareils médicaux adaptés et innovants



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"><li>- Lancement d'un plan d'évaluation des techniques et méthodes de prise en charge des handicaps par des enseignants chercheurs (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li></ul> <p><b>Accroître la participation des personnes en situation de handicap à la vie sociale</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Priorité à l'accessibilité des transports publics et de la voirie</li><li>- Accompagnement des collectivités locales pour la fourniture de solutions d'accessibilité</li><li>- Investissement pour faciliter l'accessibilité numérique</li><li>- Création d'une plateforme numérique collaborative pour généraliser des bonnes pratiques locales</li><li>- Sensibilisation systématique au handicap au primaire et collège</li><li>- Tenue d'actions collectives autour du handicap dans les administrations, grandes entreprises publiques et collectivités</li><li>- Pour des binômes personnes valides- handicapées dans les différents lieux de vie (école, travail, ville)</li><li>- Désignation d'un référent pour l'accompagnement aux démarches pour chaque personne handicapée</li><li>- Amélioration de la protection juridique des majeurs sous tutelle</li></ul> <p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Structuration du secteur de l'aide à domicile et travail en lien avec la BPI au développement de la Silver Economie (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<p style="text-align: center;"><b>Dépendance / Fin de vie</b></p>	<p><b>Aide au maintien à domicile</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement des soins à domicile</li> <li>- Facilitation du retour à domicile des personnes en situation de perte d'autonomie via différents dispositifs</li> <li>- Soutien aux solutions d'hospitalisation à domicile et de maintien à domicile</li> <li>- Relance du recensement des logements accessibles / adaptés à l'initiative des communes</li> <li>- Soutien des formes d'habitat inclusif et partage (hébergement intergénérationnel)</li> <li>- Encouragement des réseaux d'aides à la personne et accélération du décroisement ville / hôpital et les secteurs sanitaire et social (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	<p>Revalorisation de 20 % de l'ASPA (allocation de solidarité aux personnes âgées) dorénavant conditionnée à la nationalité française ou à vingt ans de résidence en France</p> <p>Rétablissement de la demi-part des veufs et veuves et majoration de retraite accordée aux parents ayant élevé trois enfants ou plus</p> <p>Création d'un cinquième risque de Sécurité sociale consacré à la dépendance</p> <p>Renforcement de la lutte contre toutes les discriminations liées à la santé et extension du droit à l'oubli aux majeurs en rémission d'affection de longue durée, avec un délai maximal de 5 ans (Site de campagne Marine 2017, 25 janvier 2017 ; 144 engagements présidentiels)</p>
	<p><b>Accompagnement des aidants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Aide à la formation pour les aidants : chèque bilan santé/ social, accompagnement psychologique.</li> <li>- Facilitation des démarches administratives réalisées par les aidants</li> <li>- Possibilité de don de RTT entre collègues pour les aidants dans les entreprises</li> <li>- Création d'hébergements temporaires pour les aidants et soutien au « <i>baluchonnage</i> »</li> <li>- Prise en compte de la situation des aidants dans le calcul de l'âge de départ à la retraite (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	<p>Reconnaissance des aidants avec l'octroi d'un trimestre de retraite pour 5 trimestres passés à s'occuper d'un proche dépendant</p> <p>Professionnalisation des SAP pour reconnaître un droit au répit</p> <p>Implication d'associations locales pour lutter contre l'isolement</p> <p>Création d'exemption de franchises médicales pour les retraités modestes et patients souffrant d'une ADL (Livret Sécurité sociale – mars 2017)</p>
	<p><b>Amélioration de la vie quotidienne des personnes en situation de dépendance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Enquêtes de satisfaction systématiques dans les établissements médico-sociaux</li> </ul>	



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Simplification et élargissement du droit actuel pour faciliter les expérimentations et les solutions de santé connectée</li> <li>- Soutien à la télémédecine dans les EPHAD, maisons de santé et centres gériatriques (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p>Structuration du secteur de l'aide à domicile et travail en lien avec la BPI au développement de la Silver Economy (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Fin de vie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Favorable à l'application de la loi Claeys- Leonetti</li> <li>- Généralisation du meilleur accompagnement dans les derniers instants de vie et le traitement de la douleur (C8, 26 mars 2017)</li> </ul>	
<b>FAMILLE</b>		
<b>Politique familiale</b>	<p><b>Congé maternité pour toutes les femmes</b>, indépendamment de leur statut, aligné sur le régime le plus avantageux (alignement du congé maternité des indépendantes sur celui des salariées) (Interview live Causette, 16 février 2017)</p> <p>Pas de mesure d'économie de prévue sur la politique familiale (Présentation de la stratégie économique et budgétaire, 24 février 2017)</p> <p>Pour l'augmentation du quotient familial (annonces plus précises mi-juillet 2017) (Radio J, 9 avril 2017)</p> <p><b>La crèche, un instrument de lutte contre les inégalités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rythme élevé de création de places en crèche</li> </ul>	<p>Relèvement progressif du plafond du quotient familial</p> <p>Rétablissement de la demi-part des veuves et veufs</p> <p>Défiscalisation de la majoration des pensions de retraite pour les parents de famille nombreuse</p> <p>Rétablissement de l'universalité des allocations familiales et maintien de leur indexation sur le coût de la vie</p> <p>Rétablissement de la libre répartition du congé parental entre les deux parents (144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Publication en ligne obligatoire par les communes de leurs critères d'attribution des places de crèche puis mise à disposition systématique d'un système de cotation des demandes</li> <li>- Orientation progressive des critères d'attribution vers une plus grande équité avec une modulation des financements nationaux selon le poids accordé par la commune aux critères sociaux (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	
<b>Loi Taubira / Mariage pour tous</b>	<b>Favorable à la loi mariage pour tous</b> (Interview live Causette, 16 février 2017)	Création d'une union civile (PACS amélioré) qui viendra remplacer les dispositions de la loi Taubira, sans effet rétroactif (144 engagements présidentiels)
<b>PMA / GPA</b>	<p><b>PMA : Pour :</b> ouverture de la PMA aux couples des femmes et aux femmes seules (Interview live Causette, 16 février 2017)</p> <p><b>Légalisation de la GPA : Contre mais :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Reconnaissance de l'existence et statut juridique des enfants nés de GPA à l'étranger et vivant en France</li> <li>- Initiation par la France d'une convention internationale (de type La Haye) pour lutter contre la marchandisation du corps des femmes et le trafic des enfants (Interview live Causette, 16 février 2017)</li> </ul>	<p>Maintien de l'interdiction de la GPA</p> <p>Réservation de la PMA comme réponse médicale aux problèmes de stérilité (144 engagements présidentiels)</p>
<b>EDUCATION ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>		
<b>Politique générale</b>	<p>Solidification du socle de compétences fondamentales (Discours au Mans, 11 octobre 2016)</p> <p>Autonomie pédagogique des établissements : en termes de recrutement et en matière pédagogique. En contrepartie, création</p>	<p>Fin de la gratuité de l'éducation pour les enfants étrangers en situation irrégulière et une « contribution » pour ceux dont les parents en situation régulière ne travaillent pas (Petit-déjeuner BVA, décembre 2016)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>d'une « <i>instance d'évaluation indépendante et puissante des établissements, sur la base d'objectifs clairs et partagés</i> » (Révolution)</p> <p>Investissement différencié selon les besoins des établissements (Le Monde, 10 novembre 2016)</p> <p>Possibilité pour les communes de revenir sur la réforme des rythmes scolaires (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p>En faveur d'un Erasmus pour tous (<i>étudiants ou apprentis</i>) permettant à 200 000 jeunes de partir 6 mois dans un pays de l'UE pour 2022 (Berlin, 10 février 2017)</p> <p>Interdiction des téléphones portables dans les collèges et écoles primaires (Le Parisien, 2 mars 2017)</p> <p><b>La crèche, un instrument de lutte contre les inégalités</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Rythme élevé de création de places en crèche</li><li>- Publication en ligne obligatoire par les communes de leurs critères d'attribution des places de crèche puis mise à disposition systématique d'un système de cotation des demandes</li><li>- Orientation progressive des critères d'attribution vers une plus grande équité avec une modulation des financements nationaux selon le poids accordé par la commune aux critères sociaux (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li></ul>	<p>Garantie de la liberté de scolariser ses enfants selon ses choix</p> <p>Renforcement du contrôle de la compatibilité avec les valeurs de la République des enseignements dispensés dans les établissements privés hors-contrat</p> <p>Respect de la laïcité, de la neutralité et de la sécurité</p> <p>Instauration d'un uniforme</p> <p>Réforme des rythmes scolaires</p> <p>Restauration de l'éducation musicale généraliste dans les établissements scolaires (144 engagements présidentiels)</p>
--	--	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Renforcement des liens avec les parents, les bénévoles et les associations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plus de place à l'échange avec les parents via l'expérience de « <i>la mallette des parents</i> » : 3 réunions annuelles pour renforcer la place des parents</li> <li>- Mobilisation en maternelle de jeunes engagés dans le cadre du service civique pour appuyer les professeurs</li> <li>- Plus de recours à des bénévoles pour accompagner les enfants dans l'apprentissage de la lecture</li> <li>- Grande mobilisation intergénérationnelle pour la réussite scolaire par l'implication des bénévoles dans le soutien après la classe</li> </ul> <p><b>Diagnostic de chaque collège et lycée tous les 3 ans.</b> Les éléments de ce diagnostic pourront être opposables au ministère ou aux collectivités dans le cadre des engagements qui sont les leurs auprès des établissements. (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Rôle décisif des villes universitaires dans la formation (Révolution)</p> <p><b>Lien école-entreprise : constitution par les chefs d'établissement d'un réseau d'employeurs de proximité</b>, en particulier au sein des anciens élèves, autour du collège ou du lycée susceptible d'offrir des débouchés professionnels aux jeunes qui y étudient (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	
<p><b>Maternelle</b></p>	<p>Mise en place d'un « <i>grand plan de réinvestissement</i> » pour les écoles maternelles situées dans les REP (Entretien dans l'Obs, novembre 2016)</p>	



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<p>Primaire</p>	<p>Individualisation de l'enseignement au primaire (Discours au Mans, 11 octobre 2016)</p> <p>Possibilité pour les communes d'organiser le temps périscolaire sans contrainte (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Faire de l'école primaire « la mère de toutes les batailles »</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement de la scolarisation précoce</li> <li>- Formation et accompagnement d'enseignants au profit de territoires urbains et ruraux identifiés</li> <li>- Révision du fonctionnement de la carte scolaire via la redéfinition de règles claires de répartition des élèves, la valorisation des écoles de quartiers difficiles par des pratiques pédagogiques innovantes et exclusives et par des transports scolaires assurées en conséquence</li> <li>- Amélioration de la médecine à l'école (diagnostic des troubles de la lecture notamment)</li> <li>- Approfondissement des méthodes d'e-learning pour les élèves de CP passant en CE1 ne sachant pas lire</li> <li>- Investissement dans des personnels non enseignants (Révolution)</li> <li>- Bilans personnalisés de la classe de grande section à la troisième pour permettre aux enseignants de mesurer les progrès des élèves</li> <li>- Renforcement de l'individualisation des apprentissages : développement des supports numériques et applications adaptées pour faire évoluer les pratiques pédagogiques</li> <li>- Lutte contre la déperdition des savoirs scolaires par le biais de stages de remise à niveau en fin d'été entre le CP et le CM2 (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	<p>Attribution de la moitié du temps à l'école primaire à l'apprentissage du français</p> <p>Suppression de « l'enseignement des langues et cultures d'origine » (ELCO) (Convention présidentielle sur le thème de l'école, septembre 2016 ; 144 engagement présidentiels)</p> <p>Enseignement recentré sur les essentiels dont l'Histoire de France et les mathématiques (Assises présidentielles de Lyon, février 2017)</p>
-----------------	---	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Emancipation par l'école</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Attribution de davantage de moyens et d'autonomie aux écoles en REP via notamment le dédoublement des classes de CP et CE1 dans les REP et REP+ pour avoir 12 élèves par enseignant (réorientation de 6000 à 10000 postes parmi ceux créés sous le quinquennat Hollande)</li> <li>- Valorisation des écoles des « <i>quartiers difficiles</i> » (pratiques pédagogiques innovantes + gestion des transports scolaires) (Discours de Carpentras, 17 février 2017)</li> </ul>	
<p><b>Collège</b></p>	<p>Pas de remise en cause du collège unique Réintégration des sections européennes Rétablissement des classes bi-langues anglais- allemand en 6<sup>ème</sup> Développement massif de l'orientation dès le collège (Révolution)</p> <p>Autonomie de recrutement pour les établissements de l'éducation prioritaire (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Renforcement des dispositifs d'accompagnement et d'orientation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Rétablissement des études dirigées, en mobilisant les enseignants, retraités volontaires et étudiants (Le Parisien, 2 mars 2017)</li> <li>- Stages de remise à niveau pour les collégiens les plus en difficulté</li> <li>- Formation d'un million de jeunes sans qualification ni activité durant le quinquennat (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	<p>Suppression du collège unique (Convention présidentielle sur le thème de l'école, septembre 2016)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<p>Lycée</p>	<p>Modernisation du baccalauréat avec 4 matières obligatoires à l'examen final et le reste des matières validées en contrôle continu (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	<p>Développement des lycées professionnels ou technologiques de la seconde chance sur tout le territoire pour les élèves sortis du système scolaire sans diplôme Lancement d'un grand plan national de création de filières (lycées, universités) des métiers d'art (144 engagements présidentiels)</p>
<p>Enseignement supérieur / Recherche</p>	<p><b>Démocratisation de l'Université</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Protection des étudiants les plus modestes par une aide sociale</li> <li>- Contribution des étudiants les plus aisés (rénovation des bâtiments, accroissement du montant des bourses, attractivité pour les meilleurs enseignants...) (La Révolution En Marche, petit livret de l'adhérent)</li> <li>- Sélection au niveau du master (L'Obs, 10 novembre 2016)</li> <li>- Réinstauration des bourses au mérite pour les étudiants titulaires d'une mention « <i>Très Bien</i> » au Bac (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Valorisation de l'enseignement professionnel</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition des programmes et du cadre de l'enseignement professionnel par l'Etat</li> <li>- Préparation de licences professionnelles sur trois ans et en alternance (Révolution)</li> </ul> <p><b>Renforcement de l'autonomie des universités</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Possibilité pour les universités de définir leurs formations à condition d'offrir une palette suffisamment large de filières et d'orientations et de favoriser les aménagements de cursus aux étudiants en stage, alternance ou activité professionnelle</li> </ul>	<p>Refus du tirage au sort comme moyen de sélection Revalorisation des bourses au mérite Transfert aux établissements supérieurs d'enseignement général et professionnel la charge de trouver une offre de stage à chaque étudiant Développement de l'alternance (144 engagements présidentiels)</p> <p>Incitation à la coopération étroite entre universités et secteur privé (mailler les entreprises avec des labos de recherche) et multiplication des incubateurs en université, via une action conjointe du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, de la BPI et des entreprises dans le cadre du mécénat (Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Possibilité pour les universités de recruter leurs enseignants-chercheurs en fonction des standards internationaux de qualité et d'indépendance
- Développement de nouveaux modèles de gouvernance pour les universités
- Recrutement des dirigeants des organismes de recherche et des grandes universités suivant les normes internationales
- Simplification des procédures d'évaluation des établissements en les consacrant exclusivement à l'appréciation du bilan et des résultats des établissements, des unités de recherche et des formations
- Evaluation réelle des cours par les étudiants à la fin de chaque semestre
- Ouverture de 80 000 places dans les filières professionnalisantes  
(Présentation du programme, 2 mars 2017)

### **Diversification des sources de financement des universités**

- Sanctuarisation du budget de l'enseignement supérieur et de la recherche
- Moyens publics supplémentaires attribués aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche sur des bases contractuelles
- Possibilité pour les universités et grandes écoles de diversifier leurs sources de financement  
(Présentation du programme, 2 mars 2017)

### **Pour une meilleure insertion sur le marché du travail**

- Affichage des résultats des élèves des trois promotions précédentes pour chaque lycée professionnel et



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>universités sur les trois dernières années, afin d'éclairer les décisions des étudiants</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Affichage par chaque université des prérequis de chacune des formations proposées</li> <li>- Garantie d'une meilleure transition de l'enseignement secondaire vers le supérieur</li> <li>- Création de formations avec un accompagnement pédagogique personnalisés avec des passerelles vers des filières spécialisées</li> <li>- Développement de la formation universitaire continue (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Logement étudiant</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation des bailleurs sociaux pour créer au sein du parc social des logements jeunes (30 000 supplémentaires)</li> <li>- Construction de 80 000 logements pour les jeunes :60 000 pour les étudiants et 20 000 pour les jeunes actifs (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Faire de la recherche une priorité nationale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien à la constitution d'universités de niveau mondial sur la base de regroupements volontaires d'universités et de grandes écoles</li> <li>- Moyens supplémentaires alloués au financement de projets en priorité (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	
<p><b>Enseignants</b></p>	<p><b>Création de 4 000 à 5 000 postes d'enseignants</b> (Le Parisien, 3 mars 2017)</p> <p>Prime de 3 000 euros nets par an pour les enseignants en zone prioritaire Rep + : stop à l'envoi systématique des jeunes</p>	



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>enseignants dans les zones les plus difficiles (d'ici 2022 ils auront au moins 3 ans d'ancienneté) (Le Parisien, 3 mars 2017)</p> <p><b>Faire réussir notre jeunesse grâce aux enseignants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Transformation des règles de mutation (actuellement rigides et peu transparentes)</li> <li>- Suivi du moral des enseignants</li> <li>- Attribution de budget dès 2017 pour les équipes d'enseignants souhaitant se regrouper et expérimenter des solutions nouvelles (Révolution)</li> <li>- Extension de la formation en alternance dès la licence pour les étudiants se formant aux métiers de l'enseignement (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	
<h3>APPRENTISSAGE ET FORMATION</h3>		
<p><b>Apprentissage</b></p>	<p><b>Déverrouillage de l'apprentissage</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Systématisation de l'apprentissage pour toutes les formations professionnelles jusqu'au bac</li> <li>- Concentration des ressources vers les bas niveaux de qualification</li> <li>- Création d'un Erasmus de l'apprentissage (Déplacement à Bordeaux, 13 décembre 2016)</li> <li>- Pour la création d'un statut européen de l'apprenti (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> <li>- Développement des périodes de pré apprentissage</li> <li>- Convergence des contrats existants</li> <li>- Implication des branches professionnelles dans la définition des programmes + l'organisation des formations</li> </ul>	<p>Autorisation de l'apprentissage à partir de 14 ans (144 engagements présidentiels)</p> <p>Incitation en prévoyant que les entreprises qui favorisent l'insertion par l'apprentissage et les contrats de professionnalisation sont privilégiées dans les marchés publics (Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	(Présentation du programme, 2 mars 2017)	
<b>Formation professionnelle</b>	<p><b>CHIFFRAGE : investissement de 15 milliards pour les compétences et qualifications des Français avec un plan de formation ambitieux des jeunes et des demandeurs d'emploi</b> (Présentation du chiffre économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Réforme de la formation professionnelle</b> « <i>pour une formation plus efficace qui donne aux gens les compétences dont ils ont vraiment besoin pour retrouver un emploi ou être mieux payés</i> »</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Attribution de la majeure partie des contributions actuelles des entreprises</li> <li>- Plus de droits à la formation pour les chômeurs et les travailleurs peu qualifiés (Discours Toulon, 18 février 2017)</li> <li>- Accompagnement personnel pour chacun : bilan de compétences, « <i>obligation de sérieux et d'assiduité</i> » pour les bénéficiaires</li> <li>- Mise à disposition d'une palette d'options allant de remises à niveau de quelques semaines aux formations longues d'un ou deux ans</li> <li>- Renforcement de la transparence : système d'évaluation et de publication des résultats de retour à l'emploi et de progression salariale</li> <li>- Accès de tout salarié à des ressources en matière de formation « <i>sans passer par un intermédiaire</i> » (Révolution)</li> </ul> <p><b>Recentrage du dispositif autour du compte personnel de formation</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bascule progressive de la totalité de la contribution de 1% de leur masse salariale que payent les entreprises vers le CPF (contre 0,2% actuellement)</li> </ul>	<p>Plan pour rendre la formation professionnelle plus efficace, moins opaque et moins coûteuse (Livret TPE-PME et innovation – avril 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Elargissement de la liste des formations éligibles pour ne plus la faire porter sur les seules formations certifiantes et, ainsi, s'ouvrir aux peu qualifiés à condition que les organismes qui les dispensent fassent la preuve de leur qualité, via une labellisation à l'allemande
- Crédit du CPF en points  
(Article des Echos suite à une intervention de Marc Ferracci lors d'un grand oral des représentants des candidats à la présidentielle organisé par un collectif d'organismes de la société civile, 19 avril 2017)

### **L'Etat comme garant du bon fonctionnement du système**

- Modification de la gouvernance et prise en main par l'Etat : c'est lui qui « *prescrit, oriente et évalue* »  
(Le Parisien, 2 mars 2017)
- Délégation des bilans de compétences à des prestataires privés
- Délégation des formations aux régions, aux branches professionnelles, aux universités, aux écoles et aux centres d'apprentissage

(Révolution)

### **Un système exigeant de droits et devoirs**

- Renforcement des contrôles et des exigences en matière de recherche d'emploi et de formation
- Suppression de l'indemnisation en cas d'absence de formation au bout d'un certain temps de chômage
- Suppression de l'indemnisation en cas de refus d'offre d'emploi « *raisonnable* » à l'issue de la formation

(Révolution)

Renforcement de la transparence pour les travailleurs et les employeurs, notamment en termes de performances en redonnant



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>les clés aux acteurs de la formation : recentrer les partenaires sociaux sur le conseil aux entreprises et l'accompagnement des travailleurs (Discours au Mans, 11 octobre 2016)</p> <p>Revalorisation de la formation professionnelle avec la création de 100 000 places supplémentaires dans de nouvelles filières courtes professionnalisantes dans les lycées, universités, établissements consulaires en lien avec les branches (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	
CULTURE		
<b>Politique générale</b>	<p>Renforcement de l'éducation artistique et culturelle tout au long de la scolarité (Discours à Montpellier, 18 octobre 2016)</p> <p><b>Mise en place d'un « pass culturel »</b> : 500 euros mis à la disposition de tous les jeunes le jour de leurs 18 ans, qu'ils pourront dépenser dans l'achat de livres ou lors de différents événements culturels. Cette mesure serait financée par l'État pour une partie très minoritaire ainsi que par les industries numériques. (France Culture, 27 janvier 2017)</p> <p><b>Extension des horaires des bibliothèques</b> (en soirée et le week end) (France Culture, 27 janvier 2017)</p> <p><b>Création d'un accélérateur d'associations</b> chargé de déployer sur le territoire et en mois de 5 ans, les associations les plus utiles à notre société (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	<p>Garantie du respect de la liberté d'association et soutien des petites structures associatives culturelles, sportives, humanitaires, sociales, éducatives, etc.,</p> <p>Constitutionnalisation de la défense et de la promotion du patrimoine historique et culturel</p> <p>Développement du mécénat populaire par la création d'une plateforme numérique dédiée</p> <p>Instauration d'une loi de programmation du patrimoine pour permettre un meilleur soutien à l'entretien et à la préservation du patrimoine</p> <p>Augmentation du budget alloué de 25 %</p> <p>Fin de la politique de vente à l'étranger et au privé de palais et bâtiments nationaux</p> <p>Lancement d'un grand plan national de création de filières (lycées, universités) des métiers d'art (144 engagements présidentiels)</p>

## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Une politique culturelle réinventée</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouverture des nominations dans le secteur culturel pour respecter la parité</li> <li>- Maintien de l'effort financier de l'Etat en faveur de la culture en contrepartie d'une exigence d'efficacité</li> <li>- Soutien au spectacle vivant : multiplication des spectacles coproduits et adaptation à d'autres formats (cinéma, audiovisuel)</li> <li>- Fonds d'investissement de 200 millions d'euros pour les industries créatives et culturelles</li> <li>- Erasmus des professionnels de la culture</li> <li>- Généralisation du pass culture au niveau européen</li> <li>- Création des conditions de l'émergence d'un « <i>Netflix européen</i> »</li> <li>- Défense des droits d'auteur, aider aux artistes et éditeurs de contenu européens par la négociation encadrée d'accords sur leur rémunération, extension des droits voisins aux éditeurs de presse et action renforcée contre les sites pirates</li> <li>- Rénovation du patrimoine grâce à une dotation conditionnée à des projets éducatifs, artistiques ou touristiques</li> </ul> <p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	<p>Demande aux collectivités de mener les audits nécessaires à la vérification de la conformité des activités de chaque association touchant de l'argent public à son objet social (Livret Terrorisme islamiste – avril 2017)</p>
<b>Statut des intermittents</b>	<p>Pérennisation et adaptation du statut d'intermittent du spectacle : révision de la formations initiales, tronc communs entre écoles d'art, mobilité internationale (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	<p>Création d'une carte professionnelle afin de préserver ce régime tout en opérant un meilleur contrôle des structures (144 engagements présidentiels)</p>
<b>Audiovisuel / médias</b>	<p><b>Statut des médias d'informations et médias de service public</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nouveau statut de l'entreprise de presse sur le modèle des trusts anglo-saxons</li> </ul>	<p>Réforme du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel avec la création de trois collèges : l'un composé des représentants de l'État, le deuxième de professionnels, le troisième de représentants de la</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Simplification de la réglementation audiovisuelle en matière de publicité, de financement et de diffusion</li> <li>- Renforcement du secteur public de l'audiovisuel et accélération de sa transformation numérique</li> <li>- Rapprochement des sociétés audiovisuelles publiques pour une plus grande efficacité et une meilleure adéquation entre le périmètre des chaînes et leurs missions de service public. Indépendance de leur CA qui désigneront les dirigeants après appel public à candidature</li> </ul> <p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Pas de suppression de France O (Rencontre avec les associations ultramarines, 8 avril 2017)</p>	<p>société civile (associations de consommateurs, de téléspectateurs, etc.)</p> <p>Suppression d'Hadopi</p> <p>Ouverture du chantier de la licence globale (144 engagements présidentiels)</p>
<p style="text-align: center;"><b>Sport</b></p>	<p><b>Promotion de la pratique du sport</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Négociation de la signature d'un ANI visant à organiser et faciliter la pratique du sport dans les entreprises (vestiaires pour les salariés, signature de conventions avec des associations sportives locales, aménagement de temps de pratique sportive)</li> <li>- Incitation au rapprochement entre les établissements scolaires et les associations sportives locales (partenariats pédagogiques pour promouvoir le sport, mutualisations d'équipements sportifs)</li> <li>- Mise en place de maisons du sport santé pour garantir un accompagnement personnalisé en cas d'affections lourdes</li> <li>- Soutien des clubs et associations sportives pour l'accueil des personnes handicapées</li> </ul>	<p>Création d'un « contrat sportif de haut niveau » d'une durée de trois ans renouvelable permettant aux sportifs amateurs représentant la Nation dans les compétitions internationales de vivre dignement et de se consacrer entièrement à leur discipline</p> <p>Soutien des petits clubs afin de permettre la présence d'un maximum de joueurs français dans les clubs professionnels et lutter contre la financiarisation du sport professionnel</p> <p>Renforcement des actions contre la violence dans le sport amateur et respect strict de la laïcité et de la neutralité dans tous les clubs sportifs</p> <p>(144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Remboursement du coût des licences sportives pour les personnes atteintes d'affection de longue durée lors de la prescription d'une activité sportive par le médecin
- Développement des expérimentations des garderies de courte durée  
(Présentation du programme, 2 mars 2017)

### **Adaptation de l'organisation du sport en France**

- Plus d'autonomie pour les fédérations sportives, le CNOSF et les acteurs locaux
- Action de l'Etat centrée sur la coordination, la réglementation et l'évaluation éthique des compétitions
- Election systématique des présidents de fédérations par les clubs
- Soutien de la candidature de Paris aux JO 2024
- Amélioration du maillage des équipements sportifs sur l'ensemble du territoire
- Réalisation obligatoire des équipements sportifs dans les zones nouvelles d'aménagement, facilitation de l'achat de créneaux dans les équipements réalisés par des opérateurs privés  
(Présentation du programme, 2 mars 2017)

Valorisation du sport professionnel : **pour que l'ensemble des sportifs de haut niveau soient en formation ou en contrat avec une entreprise d'ici la fin du quinquennat**  
(Présentation du programme, 2 mars 2017)

Simplification des deux services publics de la formation aux métiers du sport



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	Mise en œuvre d'un plan de valorisation du bénévolat : renforcement de la protection des bénévoles concernant la responsabilité personnelle et renforcement du mécénat de compétence (Présentation du programme, 2 mars 2017)	
<b>DEVELOPPEMENT DURABLE / AMENAGEMENT DU TERRITOIRE</b>		
<b>Développement durable</b>	<p><b>CHIFFRAGE</b> : Investissement de 15 milliards d'euros pour la transition écologique et énergétique (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Principes généraux</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Place de la nouvelle écologie au cœur de la politique française (Révolution)</li> <li>- Action au niveau international pour dépasser la COP21 et revoir les engagements à la hausse pour remplir l'objectif de deux degrés (Révolution)</li> <li>- Incitation des acteurs économiques à changer leur comportement vis-à-vis de l'environnement (Discours à Montpellier, 18 octobre 2016)</li> <li>- Objectif pour la France de compter parmi les champions mondiaux des clean-tech (Révolution)</li> <li>- Conférence mondiale sur la biodiversité hébergée par la France et qui se tiendrait dans un territoire d'outre-mer (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li> <li>- Pour une politique européenne pour favoriser le développement des industries stratégiques pour la transition écologique</li> </ul>	<p>Défavorable à l'accord de Paris COP 21 (www.rtl.fr, 8 décembre 2016)</p> <p><b>Responsabilité des entreprises</b> Ajout aux critères de RSE d'un critère patriotique : produire et investir en France (Conférence présidentielle économique – Mars 2017) Mise en place d'indicateurs et de « déclarations de Responsabilité Nationale et Environnementale », qui s'ajouteront aux obligations de RSE des entreprises Consolidation du régime des installations classées, en généralisant le principe de la responsabilité des sociétés mères sur leurs filiales, et à défaut, des investisseurs financiers sur les défaillances des entreprises qu'ils contrôlent (Conférence présidentielle 1 : « La France durable », 28 janvier 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Finance verte</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Transformation de Paris en leader international de la finance verte (Révolution)</li><li>- Création d'une fiscalité environnementale (Discours à Montpellier, 18 octobre 2016)</li></ul> <p><b>Pesticides / OGM / perturbateurs endocriniens</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Maintien de la position historique de la France sur les OGM mais ne s'oppose pas à la recherche publique sur le sujet (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li><li>- Position de leader de la France dans la lutte contre les perturbateurs endocriniens et les pesticides (en commençant par ceux avec un risque pour la biodiversité ou la santé et le développement d'alternatives)</li><li>- Site national d'information sur les perturbateurs et notamment sur les produits commercialisés et qui concernent les enfants et femmes enceintes (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li></ul> <p><b>Réduction du gaspillage</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Réduction des déchets ménagers mis en décharge par deux d'ici 2025</li><li>- Augmentation progressive de la taxe générale sur les activités polluantes (composantes « <i>incinération</i> » et « <i>enfouissement</i> ») pour moderniser les centres de tri et permettre « <i>100% de plastique recyclé sur tout le territoire</i> » (Site En Marche – premières propositions, 16 février 2017)</li></ul>	
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Mise en œuvre de l'obligation pour les industriels de faire figurer sur les emballages des indications très simples pour faciliter le tri
- Renforcement de la lutte contre l'obsolescence programmée par le renforcement de l'affichage de la durée de vie des appareils électroménagers
- Objectif de 100% de plastique recyclé d'ici 2025 par la modernisation des centres de tri et par l'augmentation progressive de la taxe générale sur les activités polluantes
- Extension du système de bonus-malus sur l'éco-contribution pour favoriser les produits durables
- Généralisation des engagements volontaires de lutte contre le gaspillage alimentaire avec les fédérations professionnelles concernées  
(Présentation du programme, 2 mars 2017)

### **Généralisation du testing (name and shame) en matière de RSE**

(Discours devant la CPME, 7 mars 2017)

### **Soutien à l'adoption par chaque entreprise d'une approche globale de la RSE : regroupement des informations financières et extra financières des entreprises dans un rapport stratégique annuel**

(Présentation du programme, 2 mars 2017)

Application avec persévérance et détermination des dispositions de la loi biodiversité de 2016 sur le principe ERC (éviter, réduire et si on ne peut faire autrement, compenser)

( Interview actu environnement, 19 avril 2017)



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<p>Energie</p>	<p><b>Vers une réduction progressive de la part du nucléaire</b> (Interview RMC, 8 décembre 2016)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintien du cadre de la loi de transition énergétique : 50% d'énergie issue du nucléaire d'ici 2025</li> <li>- Fermeture de Fessenheim</li> <li>- Prise de décision fin 2018 -2019 sur le reste du parc nucléaire (suite à l'avis de l'ASN sur les centrales françaises) (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li> </ul> <p><b>Financement de la transition énergétique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Objectif de 30 milliards d'investissements privés dans le solaire, l'éolien et l'hydrolien</li> <li>- PIA agricole de 5 milliards d'euros pour les nouvelles pratiques écologiques et le bien-être animal</li> <li>- Transformation du CITE en prime immédiatement perceptible au moment des travaux et non l'année suivante (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li> </ul> <p><b>Diversification du mix énergétique en y intégrant une part croissante d'énergies renouvelables complémentaires avec l'industrie du nucléaire</b> (Discours à Bobigny, 16 novembre 2016)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintien de l'objectif de 32% en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030</li> <li>- Mise en place d'une procédure simplifiée pour autoriser la production des énergies renouvelables (ex : raccourcissement des délais de raccordement au réseau)</li> <li>- Visibilité entière dès le début du quinquennat sur le calendrier des appels d'offres sur les projets d'énergies renouvelables (objectif : doubler d'ici à 2022 la capacité en</li> </ul>	<p>Abandon du projet Hinkley Point qui « est un gouffre qui va engloutir EDF (Twitter @MLP_officiel, 7 mars 2016)</p> <p>Favorable au maintien de l'interdiction de l'exploitation du gaz de schiste (www.rtl.fr, 8 décembre 2016)</p> <p>Réduction de moitié de la part des énergies fossiles d'ici 20 ans par une accélération du passage aux technologies de production d'énergie décarbonée, qu'il s'agisse de la pile à combustible et du moteur à hydrogène, de la maîtrise de la fusion nucléaire, ou de la réalisation d'immeubles autonomes en énergie (Conférence présidentielle 1 : « La France durable », 28 janvier 2017)</p> <p>Baisser immédiatement de 5 % les tarifs réglementés du gaz et de l'électricité</p> <p>Instauration comme priorité budgétaire du quinquennat l'isolation de l'habitat</p> <p>Développement massif des filières françaises des énergies renouvelables (solaire, biogaz, bois...) grâce à un protectionnisme intelligent, à l'investissement public et privé et aux commandes d'EDF</p> <p>Moratoire immédiat sur l'éolien</p> <p>Maintien et modernisation de la filière nucléaire française en engageant le Grand Carénage, et en gardant le contrôle de l'État sur EDF</p> <p>Refus de la fermeture de la centrale de Fessenheim</p> <p>Soutien à la filière française de l'hydrogène (énergie propre), par un appui de l'État en matière de recherche et développement (144 engagements présidentiels)</p>
----------------	---	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>éolien et en solaire photovoltaïque) : 26 GW d'appel d'offre séquencé sur 5 ans pour les renouvelables (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</p> <p><b>Réduction des émissions de gaz à effet de serre</b> (= la priorité de la politique énergétique)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fermeture en 5 ans des centrales électriques à charbon en concertation avec les exploitants pour assurer la reconversion des sites.</li> <li>- Aucune nouvelle attribution de permis d'exploration d'hydrocarbures.</li> <li>- Interdiction de toute expérimentation, même publique, d'exploration des gaz de schiste (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li> </ul> <p><b>Augmentation du prix du carbone</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Intégration des dommages causés à l'environnement au sein du prix du carbone</li> <li>- Montée en puissance de la taxe carbone pour atteindre 100 €/t en 2030 (Site En Marche – premières propositions, 16 février 2017)</li> <li>- Construction d'un vrai marché du CO<sub>2</sub> européen (Discours à Montpellier, 18 octobre 2016)</li> </ul> <p><b>Notre-Dame-des-Landes</b> : Délai de 6 mois en début de quinquennat pour se prononcer sur le sujet avec la garantie de prendre en compte la consultation publique, de s'opposer à tout trouble à l'ordre public et de nommer un médiateur sur le projet Nantes-Atlantique pour l'évaluer à nouveau au niveau économique, environnemental et empreinte carbone (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</p>	<p>Opposition à une taxation spécifique sur le diesel qui pénaliserait les "classes modestes" (RTL, 8 mars 2017)</p>
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Pollution de l'air / Diesel</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Alignement de la fiscalité du diesel sur celle de l'essence jusqu'à atteindre la convergence en fin de mandat</li><li>- Mise en place d'une prime à la conversion de 1 000 euros supplémentaires pour l'achat d'un véhicule neuf ou d'occasion non-diesel par des ménages ayant des véhicules datant d'avant 2001 : cela contribuera à réduire de moitié le nombre de jours de pic de pollution atmosphérique</li><li>- Accompagnement des industriels : renforcement des normes d'émission en condition réelle</li><li>- Concertation avec l'ensemble des industriels pour la transition des sites productifs et la diversification de la production pour ne plus être « <i>diesel dépendants</i> » (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li><li>- Expérimentation pour améliorer la qualité de l'air dans les 1000 écoles les plus exposées à la pollution via des filtres posés sur les ventilations, des purificateurs d'air et la formation des personnels (Site En Marche – premières propositions, 16 février 2017)</li></ul> <p><b>Energie &amp; Outre-mer</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Compensation par l'Etat de la baisse des ressources fiscales pour la Guyane</li><li>- Eradication complète de l'orpaillage illégal en Guyane et poursuite du travail des forces de l'ordre.</li><li>- Développement de projets aidant au développement économique de la Guyane, respectueux de l'environnement et du développement économique (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li></ul> <p><b>Rénovation thermique des logements</b></p>	
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Audit gratuit pour tous les propriétaires occupants en situation de précarité énergétique : maisons à la campagne, pavillons du périurbain, copropriétés où les travaux ont été trop longtemps repoussés. (Site En Marche – premières propositions, 16 février 2017)</li> <li>- Rénovation de la moitié des logements-passoires des propriétaires les plus modestes dès 2022 via un fonds public doté de 4 milliards qui financera les travaux des propriétaires les plus précaires (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> <li>- Valorisation de la rénovation énergétique</li> <li>- Stabilité sur les normes thermiques et d'accessibilité (Réunion à l'Orpilab, 28 novembre 2016)</li> </ul>	
<p><b>Principe de précaution</b></p>	<p>Maintien du principe de précaution (il n'est pas contradictoire avec l'innovation et la recherche) (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</p> <p><b>Mesures d'encouragement pour la recherche :</b> statut spécial pour les chercheurs américains (climat, perturbateurs endocriniens, transition énergétiques) qui sont menacés par les choix de l'administration américaine et qui souhaiteraient s'installer en France</p>	<p>Lancement d'une réflexion sur le principe de précaution (Conférence présidentielle 1 : « La France durable », 28 janvier 2017)</p>
<p><b>Agriculture</b></p>	<p><b>Chiffrage : Plan de transition agricole de 5 milliards d'euros</b> afin de soutenir tous les projets de montée en gamme des exploitations, d'adaptation aux normes environnementales et de bien-être animal (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Utilisation de la nouvelle écologie comme un facteur fort de développement pour l'agriculture</b></p>	<p>Transformation de la PAC en une Politique agricole française : Garantie du montant des subventions dont les critères seront fixés par la France et non plus par l'Union européenne et soutien du modèle français des exploitations familiales Instauration de la protection animale comme priorité nationale : interdiction de l'abattage sans étourdissement préalable et remplacement le plus possible des expérimentations animales Refus du modèle des fermes-usines, du type « ferme des 1000 vaches »</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Construction d'un pacte nouveau société / agriculteurs pour une agriculture plus compétitive et plus durable</li> <li>- Développement des contrats de filière pour protéger les producteurs des distributeurs</li> <li>- Pour des outils de gestion des risques efficaces et adaptés (ex : épargne de précaution individuelle, assurance climatique)</li> <li>- Développement d'organisations de producteurs avec des capacités de négociations renforcées pour peser plus dans les négociations commerciales avec les centrales d'achat de la grande distribution (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> <li>- Mise en place d'une régulation plus importante via la PAC de 2020 : création d'un système de subventions qui aura pour ambition d'augmenter les aides en temps de crise (Révolution)</li> <li>- Lutte contre l'artificialisation des sols (Meeting de Bercy, 17 avril 2017)</li> <li>- Rémunération à hauteur de 200 millions d'euros par ans des services environnementaux rendus par les agriculteurs, à travers la création d'un système de paiement pour services environnementaux (PSE) (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li> </ul> <p><b>Mutation des pratiques agricoles</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plus grande implication en aval des agriculteurs pour valoriser leurs produits</li> <li>- Vers une montée en gamme de nos produits agricoles (<i>sur l'exemple des viticulteurs et de l'AOC</i>)</li> <li>- Incitation des citoyens pour une responsabilisation des pratiques (Révolution)</li> </ul>	<p>(144 engagements présidentiels)</p> <p>Réforme ambitieuse de la propriété foncière et clarification de la mission nationale des SAFER (Conférence présidentielle 1 : « La France durable », 28 janvier 2017)</p> <p><b>Exploitation</b></p> <p>Interdiction des OGM Politique de limitation des pesticides et phytosanitaires Fin de l'opposition du secret industriel pour les études touchant la santé publique et la sécurité alimentaire Modulation de la fiscalité sur les produits de l'élevage en faveur des filières qui respectent l'élevage paysan, et hausse de la pression pour les filières hyper-industrialisées (Conférence présidentielle 1 : « La France durable », 28 janvier 2017)</p> <p>Fin de l'explosion des normes administratives Défiscalisation pour les jeunes agriculteurs qui s'installent Promotion des exportations agricoles, notamment en soutenant les labels de qualité (144 engagements présidentiels)</p> <p><b>Alimentation</b></p> <p>Affichage précis et systématique du lieu et des méthodes d'exploitation Développement des objets connectés pour la traçabilité alimentaire (Conférence présidentielle 1 : « La France durable », 28 janvier 2017) Développement des circuits courts de la production à la consommation, en réorganisant les filières (144 engagements présidentiels)</p>
--	---	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

### Aides à destination des agriculteurs

- Droit à l'erreur pour tous
- Droit au chômage pour les agriculteurs
- Adaptation de la formation agricole et facilitation de la formation professionnelle tout au long de la vie
- Soutien aux projets de méthanisation (maintien des aides, simplification administrative, accélération du raccordement au réseau électrique des unités)
- Soutien à la recherche et à l'innovation : développement du numérique, développement de l'agriculture de précision, portail des données agricoles
- Soutien à la diversification des sources de revenu en soutenant par exemple l'agro-tourisme (Présentation du programme, 2 mars 2017)
- Actions pour la transmission patrimoniale
- Actions pour la protection contre les aléas climatiques
- Réorganisation des filières afin de redonner une stabilité du juste prix aux paysans

(Révolution)

### Facilitation de l'accès au foncier agricole

- Renforcement de la transparence des transactions agricoles en soumettant toutes les sociétés foncières au contrôle des SAFER
- Facilitation du recours à des outils de portage : le crédit-bail immobilier, la location-vente progressive, prêt viager hypothécaire etc.
- Soutien à l'installation des jeunes agriculteurs : en plus de la DJA, prêt d'honneur à la personne sans demande de



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>garantie d'un montant de 50 000 euros maximum avec un différé de 2 ans (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Phytosanitaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Confirmation de l'interdiction des néonicotinoïdes d'ici 2020 (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li><li>- Séparation des activités de conseil aux agriculteurs et de vente des pesticides qui peuvent susciter des conflits d'intérêt (Site En Marche – premières propositions, 16 février 2017)</li></ul> <p>Favorable au développement de l'agroécologie (Europe 1, 29 mars 2017)</p> <p><b>Alimentation</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mise en place d'Etats généraux de l'alimentation pour « mettre autour de la table les producteurs, les distributeurs, l'ensemble des transformateurs, les associations de consommateurs » (Déplacement à Rungis, 18 avril 2017)</li><li>- 50% de produits biologiques, écologiques ou de circuit-court dans toutes les structures de restauration collective (cantines scolaires ou d'entreprises) d'ici 2022 (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li></ul> <p><b>Bien-être animal</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Prise en compte du bien-être animal dans l'agriculture</li><li>- Interdiction d'ici 2025 de vente d'œufs issus d'élevage en batterie (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li></ul>	
--	---	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<p style="text-align: center;"><b>Politique de la mer</b></p>	<p><b>Pêche</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Soutien à la mise en place de quotas de pêche pluriannuels au sein de l'UR</li> <li>- Développement de la poly-activité des professionnels de la pêche et de l'aquaculture</li> <li>- Développement des circuits courts (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Secteur maritime</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Identification de la mer comme le principal lieu de transformation énergétique : rôle des énergies marines renouvelables pour la diversification de la production (Révolution)</li> <li>- Amélioration des conditions d'emploi maritime</li> <li>- Soutien au développement des énergies marines renouvelables</li> <li>- Valorisation raisonnée de nos ressources marines stratégiques (biotechnologies, métaux rare)</li> <li>- Développement de la recherche marine</li> <li>- Introduction d'un volet maritime sur nos façades dans les contrats de développement durable Etat- Régions</li> <li>- Renforcement du travail public-privé autour du Comité France maritime</li> <li>- Soutien de la dynamique enclenchée par le Cluster maritime pour construire une French Sea Tech (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	<p>Politique de maritimisation de l'économie et des projets, à la fois pour mieux valoriser les ressources des côtes et des mers, de la culture d'algues à l'utilisation des énergies marines</p> <p>Limitation dans la zone économique exclusive, de la surpêche et du piratage des ressources</p> <p>Renforcement des missions du Conservatoire du Littoral (Conférence présidentielle 1 : « La France durable », 28 janvier 2017)</p>
<p style="text-align: center;"><b>Transports</b></p>	<p><b>Mobilité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Encouragement de l'engagement public privé de déploiement des bornes rechargeables pour les véhicules électriques</li> </ul>	<p>Refus de la libéralisation du rail voulue par l'Union européenne</p> <p>Maintien de la SNCF comme entreprise publique</p> <p>Regroupement en un seul ministère de l'aménagement du territoire, des transports et du logement</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintien du bonus-malus à l'achat</li> <li>- Engagement accru des constructeurs dans les hybrides</li> <li>- Vers la multi modalité et le développement des usages (Facebook Live WWF, 9 février 2017)</li> <li>- Modernisation des réseaux de transports existants et développement de nouveaux services pour raccorder tous les territoires aux lieux de travail, d'éducation, de culture ou de soins</li> <li>- Appels à projet à destination des agglomérations pour soutenir des solutions d'information et de distribution intermodales</li> <li>- Construction d'infrastructures de connexion entre modes de transport (<i>parking relais, gares routières, correspondances</i>)</li> <li>- Développement des aides à la mobilité pour permettre le retour à l'emploi</li> <li>- Développement du covoiturage : mise en place des voies dédiées aux bus, VTC et covoiturage sur les autoroutes urbaines et modulation des péages en fonction de l'occupation des véhicules (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Modernisation des transports au service de la compétitivité des territoires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan d'urgence pour les investissements de rénovation (rail et route)</li> <li>- Programme d'investissement sur la lutte contre la congestion en agglomération</li> <li>- Accélération de la transformation digitale des routes et trains</li> </ul>	<p>Renationalisation des sociétés d'autoroutes (144 engagements présidentiels)</p> <p>Soutien à l'idée de taxation des camions étrangers en transit sur le territoire français, avec des portiques ou des vignettes. (RTL – 8 mars 2017)</p>
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour une loi d'orientation sur les infrastructures dès le début du mandat (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	
<p style="text-align: center;"><b>Urbanisme / politique de la ville</b></p>	<p><b>Pas de création de nouvelles normes de construction</b> durant le prochain quinquennat (hors textes communautaires) (La Révolution En Marche, petit livret de l'adhérent)</p> <p><b>Plan de rénovation des bâtiments publics, de l'Etat et des collectivités locales de 4 milliards €</b> (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Investissement dans le domaine de la ville durable afin qu'elle bénéficie à tous</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissement dans les transports publics</li> <li>- Désenclavement des quartiers les plus populaires</li> <li>- Investissement public et privé dans l'aménagement urbain (Révolution)</li> </ul> <p><b>Soutien de la « France périphérique »</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Investissement public et privé de rénovation autour d'intercommunalités plus vastes</li> <li>- Soutien de la « <i>ville-centre</i> » qui est à conforter</li> <li>- Reconstruction de la mixité dans les quartiers (Révolution)</li> </ul> <p><b>Mise en place de partenariats avec le privé, pilotés par des autorités publiques locales afin de compléter l'action de l'Agence nationale de rénovation urbaine</b>, notamment en matière de construction de logements, d'aménagement d'espaces publics, de construction de réseaux (Révolution)</p>	<p>Rééquilibrage de la politique de la ville vers les zones désertifiées et rurales</p> <p>Rationalisation et simplification des normes d'urbanisme et de construction afin de résorber les tensions sur le marché du logement</p> <p>Surveillance pour la préservation de l'environnement et des espaces naturels protégés (littoral, montagne, etc.) (144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>Développement de la mobilité dans les quartiers en passant par un décloisonnement des écoles (Emmanuel Macron face à la rédaction de Médiapart, 2 novembre 2016)</p>	
<p style="text-align: center;">Zone rurale</p>	<p><b>Développement d'une économie productive dans les campagnes</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Economie résidentielle fondée sur la rénovation du bâtiment, le tourisme et la revalorisation des produits locaux</li> <li>- Développement des services et services de proximités</li> <li>- Implantation de l'industrie grâce à l'innovation (sur l'exemple d'Andros dans le Lot) (Révolution)</li> </ul> <p><b>Approche différenciée pour les départements ruraux qui perdent des habitants</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Attribution d'au moins un moyen de communication rapide permettant le lien avec les villes et les lieux d'activités</li> <li>- Prise en main par l'Etat du mobile et de la fibre optique en cas de non-respect par les opérateurs de leurs engagements sous 18 mois</li> <li>- Accélération de l'organisation concrète de maisons de santé autour des centres hospitaliers et du regroupement des professionnels installés</li> <li>- Procédure d'exception pour accélérer la création de méthaniseurs et d'éoliennes (Révolution)</li> <li>- Maintien des écoles et implantation de maisons de services publics (regroupant dans un même lieu tous les services essentiels à la vie quotidienne)</li> <li>- Organisation du retour des services publics dans les quartiers, soutien aux associations et aux professionnels</li> </ul>	<p>Garantie de l'égal accès aux services publics (administrations, gendarmerie, eau, santé, transport, hôpitaux de proximité et maisons de santé...) Soutien de l'effort d'investissement en infrastructures, en particulier dans la ruralité (très haut débit, couverture téléphonique, routes...) (144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>de terrain qui construisent et association des habitants aux décisions qui les concernent (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Lutte contre les inégalités d'accès au numérique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Couverture de l'ensemble du territoire en très haut débit et en 4G d'ici 2022, « <i>l'Etat prendra ses responsabilités partout où cela est nécessaire</i> »</li> <li>- Elimination des zones blanches</li> <li>- Stratégie d'inclusion pour les personnes rencontrant des difficultés d'utilisation du numérique : développement d'un réseau d'accompagnement sur le territoire (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p>Transformation des territoires abandonnés en lieux d'expérimentation (Révolution)</p>	
<b>Tourisme</b>		
<b>REFORME INSTITUTIONNELLE ET TERRITORIALE</b>		
<b>Trajectoire budgétaire</b>	<p><b>Objectif de 60 milliards d'économies à l'horizon 2022 avec 25 milliards d'économie pour la sphère sociale</b> dont 15 milliards d'économie sur l'assurance maladie (progression des dépenses contenue à 2.3% par an) et 10 milliards d'économie sur l'assurance chômage (Présentation du chiffre économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Plan d'investissements public de 50 milliards à l'horizon 2022</b> (dont 10 milliards seront accessibles aux collectivités territoriales pour des actions de transformation)</p>	<p>Augmentation de 30 % du budget public de la recherche (pour le porter à 1 % du PIB) Fin des mauvaises dépenses publiques (immigration et UE) Lutte contre la fraude fiscale et sociale Instauration comme priorité budgétaire du quinquennat l'isolation de l'habitat (144 engagements présidentiels)</p> <p>Renationalisation de la dette française Gel de toute vente d'actifs de l'Etat</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 15 milliards € pour les compétences et qualifications</li> <li>- 15 milliards € pour la transition écologique et énergétique</li> <li>- 5 milliards € pour l'agriculture</li> <li>- 5 milliards € pour les transports et équipements collectifs locaux (rénovation, investissements ciblés sur les connexions entre modes et la lutte contre la congestion)</li> <li>- 5 milliards € pour la santé</li> <li>- 5 milliards € pour la modernisation des administrations publiques</li> </ul> <p>(Présentation de la stratégie économique et budgétaire, 24 février 2017)</p> <p><b>Loi de programmation des finances publiques pour 5 ans</b> fixant les objectifs et trajectoires pour chaque secteur (Etat et agences, sécurité sociale, collectivités locales) (Présentation de la stratégie économique et budgétaire, 24 février 2017)</p> <p><b>Respect de l'engagement européen des 3% de déficit</b> (Présentation du chiffre économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Pas de baisse des dotations pour les collectivités mais pacte de 5 ans avec les collectivités pour contractualiser une baisse de 10 milliards d'euros de leurs dépenses sur 5 ans</b> (Présentation du chiffre économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Réduction de la dépense publique de 3 points de PIB d'ici 2022</b> (réduction de la part des dépenses dans la richesse nationale à 52% en 2022) (Présentation de la stratégie économique et budgétaire, 24 février 2017)</p> <p>Engagement à ne pas modifier un impôt ou réformer une politique publique plus d'une fois dans le quinquennat (Révolution)</p>	<p>(Conférence présidentielle économique – Mars 2017)</p>
--	--	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<p style="text-align: center;"><b>Réforme de la fonction publique</b></p>	<p><b>Création d'un « droit à l'erreur pour tous »,</b> avec le passage d'une administration de sanction à celle d'orientation (Meeting de la porte de Versailles de Paris, 10 décembre 2016)</p> <p><b>Haute fonction publique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Maintien de l'ENA</li> <li>- Modernisation de la haute fonction publique en ouvrant davantage les postes de direction à des non-fonctionnaires (Révolution)</li> <li>- Impossibilité au-delà d'une certaine période, de cumuler la sécurité du statut de haut fonctionnaire avec les rémunérations du secteur privé lorsqu'ils décident de quitter le service de l'Etat</li> <li>- Durée maximale de 5 ans de mise à disponibilité ou détachement des fonctionnaires dans des entreprises commerciales (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Redonner de la souplesse et moderniser la fonction publique via 1/ le passage au numérique et 2/ la prise en compte par l'Etat des compétences économiques confiées aux régions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Référentiel de suppression de 120.000 postes de fonctionnaires (70.000 venant des collectivités et 50.000 de l'Etat, avec des priorités en matière de sécurité et d'éducation)</li> <li>- Dissociation des trois fonctions publiques</li> <li>- Restauration du jour de carence</li> <li>- Respect de la durée annuelle légale du temps de travail : 1607 heures/ an (Présentation du chiffre économique, Les Echos, 23 février 2017)</li> </ul>	<p>Élargissement et généralisation du troisième concours de la fonction publique avec une réservation aux plus de 45 ans ayant au moins huit ans d'expérience dans le privé.</p> <p>Dégel et revalorisation du point d'indice pour les fonctionnaires</p> <p>Préservation du statut de la fonction publique</p> <p>Fixation à deux jours le délai de carence dans le public et le privé pour le paiement des indemnités journalières d'assurance maladie</p> <p>Augmentation des effectifs de la fonction publique hospitalière (144 engagements présidentiels)</p> <p>Revalorisation du traitement des fonctionnaires de la santé, notamment en prenant en compte la pénibilité des métiers de la santé (Communiqué de presse – 7 mars 2017)</p> <p>Baisse du nombre de fonctionnaires territoriaux du fait des fusions de strates administratives et du non-remplacement de certains fonctionnaires partant à la retraite</p> <p>Augmentation du nombre de policiers, militaires et douaniers (Vœux à la presse, 3 janvier 2017 ; livret sur la révision constitutionnelle)</p>
---	---	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Promotion de la mobilité dans le secteur public</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Plus de souplesse dans la gestion des carrières : rémunérations plus individualisées (valorisation du mérite) et promotion des mobilités</li><li>- Assouplissement du régime des corps et suppression des grands corps</li><li>- Recrutement d'au moins ¼ des directeurs d'administration centrale en dehors de la fonction publique sur la base d'appels à candidatures ouverts</li><li>- Elimination des contraintes statutaires restreignant l'accès aux postes d'encadrement supérieur dans la fonction publique</li><li>- Développement du recrutement sur contrat dans les fonctions non régaliennes</li><li>- Libération de la capacité d'innovation dans la fonction publique (Présentation du chiffre économique, Les Echos, 23 février 2017)</li></ul> <p><b>Accessibilité du service public pour tous</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Dématérialisation à 100% des démarches administratives d'ici 2022 (sauf première délivrance de papiers d'identité)</li><li>- Elargissement des horaires d'ouverture des services publics aux soirées et au samedi</li><li>- Transparence, via l'affichage, sur la qualité et l'efficacité des services publics</li><li>- Création d'un compte citoyen en ligne rassemblant en une interface l'ensemble des droits (santé, trajectoire professionnelle, formation, situation fiscale, droits civiques) (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li></ul>	
--	---	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<p><b>Réforme de l'Etat</b></p>	<p><b>CHIFFRAGE : Effort de 25 milliards d'euros en termes d'économies de l'Etat qui reposerait sur un mode de gouvernance totalement nouveau</b> (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</p> <p><b>Responsabilité du Gouvernement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nomination comme Premier ministre « <i>de la personne la plus compétente possible, avec une expérience politique, et en particulier parlementaire</i> », « <i>si possible une femme</i> » (Bourdin Direct sur RMC, 17 avril 2017)</li> <li>- Nombre restreint de ministres (15, avec la possibilité d'avoir des Secrétaires d'Etat) et des périmètres stables (un poste de référent PME pourrait être créé dans ses Ministères). Audition des Ministres après leur nomination par les commissions permanentes des assemblées compétentes pour leur portefeuille, fixation de la feuille de route de chaque ministre avant les législatives (Discours devant la CPME, 7 mars 2017)</li> <li>- Responsabilité des Ministres sur les dépenses publiques (fixation de l'effort budgétaire en début de période décliné ensuite par chaque ministre selon son choix). Budget ferme pour 2 ans avec une réserve de crédits non affectés en cas d'imprévu majeur. Possibilité pour les ministères de se voir reverser une partie des gains à mesure que les réformes engendrent des économies</li> <li>- Audition chaque trimestre du ministre des Finances par le Parlement sur la situation budgétaire (recettes, dépenses/économies) et association d'équipes de parlementaires à l'identification et à la mise en œuvre des économies, thèmes par thèmes</li> </ul>	<p><b>Révision de la Constitution</b> Organisation d'un référendum en vue de réviser la Constitution et conditionner toute révision future de la Constitution à un référendum. Élargissement du champ d'application de l'article 11 de la Constitution (référendum sur la réforme des organisations des pouvoirs publics et la ratification des traités) Introduction de la liberté d'expression et des libertés numériques dans les libertés fondamentales (144 engagements présidentiels)</p> <p><b>Initiative populaire</b> Instauration d'un véritable référendum populaire dans la Constitution sur proposition de 500 000 électeurs afin d'organiser une consultation pour faire adopter une loi nouvelle, ou au contraire, pour demander l'abrogation d'une autre (Tract « Remettre la France en ordre en 5 ans », 22 décembre 2016, 144 engagements présidentiels, discours de Metz en mars 2017) Obligation de recours au référendum d'initiative populaire pour réformer la constitution (Le Monde, 2 février 2017)</p> <p><b>Gestion gouvernementale</b> Rétablissement du septennat mais sans possibilité de réélection Création d'un secrétariat d'État dédié aux mutations économiques rattaché au ministère des Finances afin d'anticiper les évolutions des formes de travail liées aux nouvelles technologies (ubérisation, robotisation, économie du partage...) Regroupement en un seul ministère de l'aménagement du territoire, des transports et du logement (144 engagements présidentiels, Livret sur la réforme constitutionnelle)</p>
---------------------------------	--	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en ligne des résultats et revues des actions mises en place par les ministères (Présentation de la stratégie économique et budgétaire, 24 février 2017)</li> <li>- Changement ou confirmation dans les 2 premiers mois du quinquennat de l'intégralité des postes de direction dans la fonction publique (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</li> <li>- Réduction massive des effectifs des cabinets (de l'ordre de 5 personnes) pour favoriser un appui centré sur les administrations (Présentation du chiffrage économique, Les Echos, 23 février 2017)</li> <li>- Equipe gouvernementale paritaire venant de la société civile (pour le tiers à la moitié) et reflétant la pluralité politique pour l'autre partie (Interview live Causeette, 16 février 2017)</li> <li>- Réouverture des chasses présidentielles (AG de la Fédération nationale des chasseurs, 16 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Grande loi de moralisation de la vie publique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Interdiction pour les parlementaires d'exercer des activités de conseil</li> <li>- Intégration de l'IRFM à l'indemnité parlementaire (La Croix, 14 mars 2017)</li> <li>- Fiscalisation de l'intégralité de la rémunération des parlementaires, dont l'indemnité représentative de frais de mandat (IRFM)</li> <li>- Interdiction du cumul de plus de 3 mandats identiques successifs</li> <li>- Fin du régime spécial de retraite des parlementaires</li> <li>- Interdiction pour les détenteurs d'un casier judiciaire B2 de se présenter à une élection</li> </ul>	<p><b>Statut parlementaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction du nombre de parlementaires validé par référendum : 300 députés, 200 sénateurs</li> <li>- Maintien de la loi de février 2014 interdisant à partir de juillet 2017 le cumul de fonctions exécutives locales avec un mandat de député, de sénateur ou de député européen (Vœux à la Presse, 4 janvier 2017)</li> <li>- Inscription de la proportionnelle intégrale à l'Assemblée nationale avec une prime majoritaire à 30 % et un seuil de 5 % des suffrages pour obtenir des élus. (Le Monde, 2 février 2017 et 144 engagements présidentiels)</li> </ul> <p><b>Suppression du CESE</b> (Livret sur la réforme constitutionnelle)</p>
--	---	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Interdiction pour les parlementaires d'employer des proches et membres de leur famille
- Obligation pour Président de la République de rendre compte chaque année du bilan national et européen devant le Congrès  
(Présentation du programme, 2 mars 2017)
- Déontologie indépendant à l'AN et au Sénat aux pouvoirs renforcés  
(La Croix, 14 mars 2017)

### **Amélioration du renouvellement et du pluralisme de la vie politique**

- Réduction d'1/3 du nombre de députés et de sénateurs qui disposeront de moyens supplémentaires
- Obligation de respect de la parité par les formations politiques : diminution du financement public des formations politiques qui auront une parité déséquilibrée
- Approfondissement de la question de la représentation des territoires au Sénat
- Accompagnement de la réinsertion professionnelle des anciens élus (cf. les postes d'autorité dans l'Etat par exemple)
- Développement de la proportionnelle
- Travail conjoint avec les représentant des employeurs et des salariés pour encourager les salariés se présentant aux élections  
(Révolution)
- Formation (gestion d'une campagne + activités d'un député) des candidats sélectionnés pour les législatives  
(Interview Causette, 16 février 2017)
- Création d'académies accompagnant les jeunes souhaitant faire de la politique



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>(Révolution)</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Généralisation du vote électronique d'ici 2022 (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li></ul> <p><b>Rénovation du fonctionnement parlementaire</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Généralisation de la procédure d'urgence avec une seule lecture initiale par chambre</li><li>- Interdire que des amendements écartés en commission soient à nouveau examinés en séance publique</li><li>- Réduction de la durée des sessions parlementaires pour réserver plus de temps à l'évaluation et au contrôle de l'action du Gouvernement, en s'appuyant sur les travaux de la Cour des comptes</li><li>- Evaluation indépendante et systématique de toutes les grandes lois (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li></ul> <p><b>Développement de la participation des citoyens</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Mise en place par les parlementaires de dispositifs innovants d'évaluation du travail parlementaire et législatif</li><li>- Développement par les communes de budgets participatifs (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li></ul> <p><b>Travail sur la responsabilité des dirigeants</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Possibilité pour tout évènement impactant la sécurité nationale, d'entraîner la constitution de commissions d'enquêtes parlementaires</li><li>- Possibilité pour l'Assemblée d'examiner le potentiel et l'expertise des ministres, de manière individuelle, en amont de leur nomination (Révolution)</li></ul>	
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Systématisation de l'évaluation des politiques et de l'action publique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evaluation de chaque texte voté, deux ans après son application</li> <li>- Présence pour chaque texte important d'une clause d'abrogation automatique en l'absence d'une évaluation probante (Révolution)</li> </ul> <p><b>Refonte de l'organisation de l'Etat</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Définition d'un cadre par la loi, le règlement et la circulaire ministérielle mais garantie d'une autonomie sur le terrain</li> <li>- Plus grande confiance aux agents de terrain</li> <li>- Renforcement du rôle de l'Etat dans les secteurs régaliens, dans la protection contre les grands risques de la vie, pour le bon fonctionnement de notre économie (Révolution)</li> </ul>	
<p><b>Réforme territoriale</b></p>	<p><b>CHIFFRAGE :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>10 milliards € du plan d'investissement consacré aux actions des collectivités</b> : financement de l'amélioration des services publics locaux, conclusion des contrats de développement durable avec les collectivités locales</li> <li>- <b>Conclusion d'un pacte quinquennal entre l'Etat et les associations représentant les collectivités dès l'automne 2017</b></li> </ul> <p><b>Objectif de réduction de la dépense locale de 10 milliards € pour les collectivités sur 5 ans</b> (sur les 60 milliards € du plan d'économie) par la gestion de leur effectifs (baisse des effectifs de 70 à 75 000 sur 5 ans) et en encourageant de meilleures pratiques</p>	<p>Suppression des régions et des intercommunalités (réforme constitutionnelle)  Réorganisation de l'Etat autour de 3 strates : commune, département, Nation  Revalorisation du statut de maire et de sa rémunération dans les communes petites et moyennes  (Vœux à la Presse, 4 janvier 2017, 144 engagements présidentiels)</p> <p>Souhait d'un plan pluriannuel d'investissement public  (Forum National des Travaux Publics, 23 février 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Octroi de la visibilité aux collectivités sur leurs ressources sur 5 ans
- Simplification des normes imposées d'en haut
- Accompagnement des collectivités pour optimiser leurs politiques d'achat ou de gestion des déchets
- Suppression de l'application automatique des évolutions de rémunération décidées par l'Etat aux collectivités
- Obligation pour les collectivités de remettre à plat dans les 6 mois les dérogations au temps de travail mises en œuvre
- Tous les 6 mois, réunion d'une conférence nationale des territoires autour du Premier ministre afin de faire un point sur les objectifs et résultats en matière d'économies, de réduction des coûts imposés et de mesures d'accompagnement  
(Présentation de la stratégie économique et budgétaire, 24 février 2017)

Pouvoir aux mains du préfet pour adapter l'organisation des services de l'Etat aux besoins de chaque région et département  
(Présentation du programme, 2 mars 2017)

### **Réduction du millefeuille administratif**

- Suppression d'au moins  $\frac{1}{4}$  des départements lorsqu'ils peuvent être rapprochés d'une grande métropole  
(Présentation du programme, 2 mars 2017)
- Transfert de compétences de villes de petites tailles en territoires ruraux vers les départements
- Eventuellement, regroupement des plus petits départements  
(Révolution)
- Mise en place d'un « *nouveau partage démocratique* » avec la création d'une nouvelle page de la déconcentration



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>et de l'action publique et le partage de responsabilités avec les élus locaux et de terrain</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réflexion sur toutes les décentralisations possibles pour recentrer l'Etat sur le cœur de ses missions (Discours à Strasbourg, 4 octobre 2016)</li> <li>- Articulation d'un couple régions-métropoles (Révolution)</li> </ul>	
<b>Outre-mer</b>	<p><b>CHIFFRAGE: 1 milliard € d'investissement dans le financement des investissements collectifs des territoires ultra-marins (actions dans la formation, le tourisme, la santé, la transition énergétique)</b></p> <p>Mise en place d'assises afin d'évaluer, territoire après territoire, les dispositifs de soutien existants et les plans à mettre en place (Rencontre avec les associations ultra marines, 8 avril 2017)</p> <p><b>Adaptation des politiques publiques aux outre-mer</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Installation de l'Agence française pour la biodiversité (AFB) outre-mer et organisation d'une conférence internationale sur la biodiversité</li> <li>- Régime fiscal et social qui corrige les contraintes : mise à disposition chaque année d'au moins 200 000 billets d'avion à prix aidés en particulier pour les étudiants et entrepreneurs</li> <li>- Création d'un véritable statut de l'entreprise en outre-mer</li> <li>- Mise en place d'une politique dynamique et incitative pour l'investissement privé dans la biodiversité et les technologies de la mer</li> <li>- Possibilité pour les collectivités d'outre-mer de modifier la réglementation de droit commun pour l'adapter à leur situation particulière</li> </ul>	<p>L'OM relèvera du Chef de l'Etat qui présidera deux fois par an le conseil interministériel de l'OM</p> <p>Renforcement du ministère des Outre-mer : compétences transverses en matière de sécurité, prérogatives régaliennes, projets économiques et sociaux, écologie, négociations avec les partenaires européens (144 engagements présidentiels)</p> <p><b>SECURITE - Objectifs et préconisations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer la maîtrise des mers en reprenant et en accélérant les programmes d'équipement de la Marine nationale suspendus depuis 2012 (bâtiments de surveillance)</li> <li>• Isoler dans la future loi de programmation militaire les efforts consentis pour l'OM</li> <li>• Créer une direction à l'Etat- Major des Armées en charge des questions de l'OM</li> <li>• Maîtriser les frontières avec des moyens radar, aériens, de police aux frontières renforcés notamment à Mayotte et en Guyane. Aux Antilles renforcer les moyens contre le trafic de stupéfiants.</li> </ul>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Négociation au niveau de l'UE pour une meilleure prise en compte des spécificités des outre-mer par les normes : agriculture, politique de la pêche...</li> <li>- Renforcement de l'action de BPI France dans les Outre-mer</li> <li>- Développement du volet ultra-marin de la « <i>task force maritime</i> » créée par le Comité interministériel de la mer</li> <li>- Evaluation par l'Autorité de la Concurrence de l'efficacité des mesures prises de réduction des écarts de prix</li> <li>- Réponse favorable aux demandes d'habilitation émanant des collectivités</li> <li>- Consultations institutionnelles en Nouvelle Calédonie</li> <li>- (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> <li>- Mise en place d'un référent outre-mer dans chaque Ministère</li> <li>- (Rencontre avec les associations ultra marines, 8 avril 2017)</li> </ul> <p><b>Mesures pour la jeunesse</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement d'un ERASMUS caribéen et soutien aux universités outre-mer en tant que pôles universitaires internationaux</li> <li>- Développement et extensions des dispositifs ayant fait leurs preuves à l'image du pacte pour l'emploi (Guadeloupe)</li> <li>- (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Sécurité</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réseau de structures d'accueil en capacité d'apporter une réponse pénale pour les mineurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Créer des écoles partout en OM de formation aux métiers de la sécurité</li> <li>• Conduire une action diplomatique énergétique avec les pays voisins</li> <li>• Créer un vrai ministère de la coopération destiné à traiter les problèmes migratoires en amont et inciter les populations à s'accomplir dans leur pays d'origine</li> <li>• Reconduire systématiquement les clandestins</li> <li>• Établir un moratoire pour les visas demandés par les ressortissants des Comores</li> <li>• Augmenter les places de prisons pour lutter contre la délinquance</li> <li>• Mettre fin au droit du sol sur l'ensemble du territoire national. Cette disposition est destinée à revaloriser l'OM en l'intégrant mieux dans la communauté nationale</li> </ul> <p><b>ECONOMIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Replacer l'OM au cœur de l'économie française et construire une économie locale solide</li> <li>• Instaurer une interface locale avec les grandes économies régionales</li> <li>• Devenir un pôle de référence pour l'économie de la mer</li> <li>• Attirer les investissements en créant des Zones ultramarines françaises d'investissement prioritaire (ZUFIP) qui regrouperont tous les dispositifs existants (lois PONS, Perben, ZFA, LODEOM). L'Etat stratège, comme en Métropole, contribuera ainsi à orienter sur les axes de développement identifiés avec les acteurs économiques et les collectivités, l'épargne et la finance</li> </ul>
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Création d'écoles de formation de gendarmes adjoints et d'adjoints de sécurité en Martinique, en Guadeloupe et à la Réunion et création de classes d'excellence pour les jeunes ultra-marins envisageant une carrière dans la sécurité et la justice
- (Présentation du programme, 2 mars 2017)

- via des outils fiscaux stabilisés et simplifiés, l'allègement des charges et le crédit impôt – recherche.
- Les ZUFIP renforceront l'attractivité de l'OM et contribueront à la relance du BTP et à la création d'emplois. L'OM deviendra une base de projection économique dans les différentes zones géographiques.
- Création d'un Haut- Commissaire à la coopération économique nommé par Bercy et qui pourrait venir du monde de l'entreprise
- Création d'une Agence pour les investissements privilégiés d'OM en charge de promouvoir l'arsenal législatif et fiscal des ZUFIP et d'assurer le suivi des projets
- Réformer l'octroi de mer en le modulant en fonction de la provenance des produits : Métropole et reste du Monde et en l'attribuant aux politiques publiques de l'Etat et des collectivités locales qui ont un réel effet de levier de développement. Un comité de pilotage sera constitué dans chaque territoire avec des représentants de l'Etat et des collectivités. Ce comité aurait un pouvoir d'agrément dans les ZUFIP et procédera aux évaluations des dispositifs d'attractivité.
- Europe : les aides perçues seront « sanctuarisées » notamment pour revaloriser les filières : rhum, banane, sucre
- Priorité à l'économie de la Mer : développement des métiers de la mer notamment dans le cadre du SMA, priorité au tourisme haut de gamme et revalorisation de la pêche (notamment en la protégeant par l'octroi de mer).



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Préparer l'avenir de l'économie française : économie de la mer, recherche, économie de l'espace, économie du savoir, internet partout</li> </ul> <p><b>ECOLE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Priorité nationale appliquée au système scolaire</li> <li>• La SMA : outil privilégié d'insertion professionnelle</li> <li>• Filières agricoles à privilégier dans l'enseignement professionnel</li> </ul> <p><b>POLYNESIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respecter le statut d'autonomie</li> <li>• Accompagner le développement économique notamment en faveur d'un tourisme haut de gamme</li> <li>• Investir dans les infrastructures de santé</li> <li>• Indemniser les victimes directes des essais nucléaires</li> </ul> <p><b>NOUVELLE CALEDONIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Respecter les accords de Nouméa</li> <li>• Garantir les compétences régaliennes de l'Etat jusqu'au referendum d'auto détermination</li> </ul> <p>(Programme de Marine Le Pen rendu public le 28 novembre à l'occasion du déplacement de MLP à la Réunion et à Mayotte)</p>
<p><b>Français de l'étranger</b></p>		<p>Création d'un Secrétariat d'État entièrement dédié aux Français de l'Étranger</p> <p>Association accrue des Français de l'étranger aux décisions nationales</p> <p>Accroissement des moyens de la représentation des Français de l'étranger – conseillers consulaires et conseillers AFE</p> <p>Application du principe de gratuité de la scolarité pour les jeunes Français dans les établissements publics français à l'étranger,</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<p>accès au CNED facilité et généralisation de l'éducation à distance (pour ceux loin de l'établissement ou en situation de handicap)            Valorisation auprès des universités et entreprises étrangères des formations « à la française » pour faire fructifier les échanges            Abrogation de l'imposition CSG/CRDS des revenus du Patrimoine des Français résidant hors de l'UE            Modification des règles fiscales en réaffirmant que le système d'imposition doit être fondé sur la territorialité et non la nationalité            Renforcement et réorientation des moyens du MAE face aux menaces sécuritaires pesant sur les Français résidant dans des zones à risque            Sanctuarisation du budget des affaires sociales au profit des Français établis hors de France            Droit à la sécurité sociale sur la base des retenues CSG / CRDS ou taxes assimilées sur les retraites ou les produits de l'épargne quel que soit le lieu de résidence de l'assujéti et dans les mêmes termes que sur le territoire national, cette prestation étant la contrepartie desdits prélèvements            Attention toute particulière portée aux femmes expatriées en grande difficulté            (Livret Français de l'étranger – avril 2017)</p>
<b>SECURITE</b>		
<b>Défense</b>	<p><b>CHIFFRAGE : montée progressive du budget de la défense à 2% du PIB en 2025</b> (renouvellement des avions ravitailleurs, modernisation des blindés de l'armée de terre et de la flotte de surface de la marine nationale)            (Discours à Reims, 18 mars 2017)</p>	<p>Lancement d'une loi de programmation militaire 2018-2022 dès le mois de septembre 2017 avec 3 objectifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comblent les lacunes financières (valorisation des soldes, remise à niveau des infrastructures de logement, révision des équipements de base des engagés, fidélisation des engagés et politique de reconversion) et l'entraînement</li> </ul>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Donner les moyens aux armées d'assurer notre souveraineté stratégique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Modernisation de la force de dissuasion nucléaire (composantes sous-marines et aéroportées)</li> <li>- Continuité dans le renouvellement des équipements conventionnels (drones et satellites pour le renseignement, avions de transport, patrouilleurs maritimes, véhicules de combat)</li> <li>- Maintien de la force opérationnelle terrestre à 77.000 hommes (Discours à Reims, 18 mars 2017)</li> </ul> <p>Formation de 30 000 à 50 000 jeunes dans le cadre de la réserve opérationnelle (Révolution)</p> <p>Déclassification des documents secret défense concernant l'Algérie (Interview Causette, 17 février 2017)</p> <p>Création du Mérite Combattant pour rendre hommage à tous les anciens combattants Système de soldes fiables et de rémunération indemnitaire simplifiée (Discours à Reims, 18 mars 2017)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Restaurer les capacités : protection des forces par blindage des matériels et sanctuarisation d'un espace contre les défenses adverses, assurance du renseignement de théâtre (poursuite des programmes spatiaux, coopération allemande, etc.), mise en œuvre effective des outils de projection (ponts flottants et autres), relèvement des capacités de frappe, hausse des effectifs avec un audit des armées, renforcement du service de santé des armées</li> <li>- Préparer l'avenir avec des études sur la propulsion nucléaire, sur le remplacement du Charles-de-Gaulle et des composantes de dissuasion, sur un programme hélicoptère interarmées léger et lourd, sur de nouvelles gammes de radars, d'un futur Rafale, etc...</li> </ul> <p>(Livret défense – avril 2017)</p> <p>Augmentation dès la première année du mandat du budget de la Défense à 2 % du PIB puis tendre vers 3 % à l'horizon de la fin du quinquennat. Ces 2 % minimum seront inscrits dans la Constitution. Extension à la métropole du Service Militaire Adapté sur le modèle de celui en vigueur en Outre-mer Revalorisation des pensions des anciens combattants en réallouant les crédits disponibles Capacité de Défense autonome dans tous les domaines (création d'un second porte-avions baptisé « Richelieu », augmentation des effectifs soit environ 50 000 militaires supplémentaires, pérennisation de notre force de dissuasion nucléaire, augmentation générale de notre format d'armée et la</p>
--	--	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<p>modernisation des équipements, rétablissement progressif d'un service militaire minimum obligatoire de 3 mois pour qu'il soit opérationnel en 2022) Reconstitution dans tous les domaines de la Défense d'une offre industrielle française pour répondre aux besoins de nos armées et garantir notre indépendance stratégique (144 engagements présidentiels)</p> <p><b>Relance de la politique industrielle de la défense</b> Interdiction de toute prise de participation étrangère au sein d'une entreprise française dès lors que les intérêts nationaux sont en jeu Création d'un fonds de défense pour le rachat de ces entreprises Contrôle accru de la gouvernance par le biais des représentants de l'Etat Fin aux projets de fusion dans le terrestre et dans le naval Soutien à l'exportation d'armes (Livret défense – avril 2017)</p> <p><b>Politique d'armement</b> Sanctuarisation totale des crédits de la dissuasion dans la future Loi de programmation Militaire 2018-2022 ; Sécurisation des approvisionnements (fibre de carbone, uranium faiblement enrichi, etc) ; Lancement des études nécessaires et accroissement de moyens pour celles déjà lancées (Rafale NG, SNLE-3G, missile aéroportée ASN4G, missile balistique intercontinental M51.3, avions de patrouille maritime, chasseurs de mines) ; Poursuite des investissements dans la simulation puisque la France ne dispose plus du centre d'expérimentations nucléaires ;</p>
--	--	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<p>Modernisation par étape des infrastructures de la dissuasion (île Longue, bases aériennes, communications, etc), et des bâtiments et outils du Service Hydrographique de la Marine (SHOM) ; Relance du programme Système Préparatoire Infra-Rouge pour l'ALerte, démonstrateur d'alerte avancée par satellite afin de maîtriser la menace balistique pouvant peser, un jour, sur notre pays Accélération des commandes des ravitailleurs A-330 MRTT Lancement du remplacement des Lynx et Alouette III par le programme « hélicoptère interarmées léger » Lancement du programme Batsimar de 18 patrouilleurs dès 2018 Modernisation de l'ensemble du parc des Atlantique 2 (23 au lieu des 15 avions concernés) Protection des véhicules de l'armée de terre Commande d'équipements dits optionnels (pods de reconnaissance et de désignation laser pour l'aviation de chasse, notamment) Commande d'équipements pour les forces spéciales : vision nocturne, acquisition de véhicules spéciaux remplaçant un parc obsolète et hétérogène entre les armées et capacités de ravitaillement des hélicoptères Avancement cadencé du programme Scorpion (Livret défense – avril 2017)</p> <p><b>La défense des Outre-mer</b> Audit complet sur l'état des infrastructures militaires de l'Outre-Mer (logements, quais, bases, communications, systèmes de surveillance côtiers) ; Accélération du programme Batsimar de 18 patrouilleurs dès 2018 pour des premières livraisons en 2021</p>
--	--	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<p>Accélération du programme Avismar de remplacement des avions de surveillance et de patrouille maritime (Falcon 50 et 200)          Acquisition d'une capacité amphibie pour le transport/débarquement de populations et de frets humanitaires en cas de catastrophe naturelle et de forces de l'ordre en cas de trouble à l'ordre public          Études de renouvellement des frégates de surveillance ultra-marine          Renforcement en moyens aéroterrestres          (Livret défense – avril 2017)</p>
<p><b>Forces de l'ordre</b></p>	<p><b>Police articulée autour de trois missions : renseignement, intervention, sécurité publique</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Application du principe de responsabilité hiérarchique dans la police en cas de non-respect de procédures ou de violences              (Interview Radio Classique, 17 février 2017)</li> </ul> <p><b>Service militaire obligatoire d'un mois pour tous les jeunes sous la forme d'un service national universel</b>, encadré par les armées et la gendarmerie nationale, s'adressant aux jeunes femmes et hommes aptes de toute une classe d'âge, soit environ 600.000 jeunes par an, intervenant dans les trois mois suivant le 18<sup>ème</sup> anniversaire          (Discours à Reims – 18 mars 2017)</p> <p><b>Amélioration de la formation des fonctionnaires de police</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réouverture de deux écoles de police : une de 1000 places, une de 500 places dédiées à la formation initiale et continue des agents</li> </ul>	<p><b>Réarmement massif des forces de l'ordre :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan de recrutement de 15 000 policiers et gendarmes</li> <li>- Modernisation des équipements, des commissariats et des casernes</li> <li>- Adaptation des armements aux nouvelles menaces</li> <li>- Instauration de la présomption de légitime défense</li> <li>- Garantie du statut militaire des gendarmes</li> <li>- Recentrage de la police et la gendarmerie sur leur mission de sécurité publique en les libérant des tâches indues et administratives</li> <li>- Mise en place d'un plan de désarmement des banlieues concernées et de reprise en main par l'État des zones de non-droit</li> <li>- Ciblage des 5 000 chefs de bandes délinquantes et criminelles identifiées par le ministère de l'Intérieur</li> <li>- Instauration d'une peine pénale d'injonction civile d'éloignement</li> <li>- Rétablissement des services de renseignement de terrain pour lutter contre les trafics criminels</li> </ul> <p>(144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Création d'une académie de police réunissant l'ensemble des corps de la police nationale autour d'actions de formation initiale et continue mutualisées (Présentation du programme, 2 mars 2017)
- Formation comportementale des policiers (Discours de Carpentras, 17 février 2017)

### **Création d'une police de sécurité quotidienne**

- 10 000 postes supplémentaires en 5 ans dans la police (7500) et la gendarmerie (2500)
- Nouveaux pouvoirs de sanction : amende immédiate (d'au moins 100 euros pour les petites infractions) et injonction pour éloigner les délinquants de l'endroit où ils sévissent
- Opération de transparence par cette police de sécurité quotidienne et compte-rendu de ses actions vis-à-vis des élus (Interview Radio Classique 17 février 2017 + discours à Carpentras, 17 février 2017)
- Pour la création au niveau des quartiers de contrats locaux de sécurité et de prévention de la délinquance associant plus étroitement la police et la gendarmerie aux acteurs de la prévention et de la sécurité
- Pour des partenariats innovants entre policiers et habitants
- Accroissement de la déconcentration des responsabilités au sein des services de police et de gendarmerie pour une meilleure prise en charge des problèmes locaux
- Adaptation du recrutement des policiers pour une meilleure intégration dans les territoires (augmentation des promotions des cadets de la République) (Présentation du programme, 2 mars 2017)

### **Liens étroits entre la nation et les armées**

Doublement des escadrons de la Gendarmerie mobile (80 escadrons pour un effectif total de 13 000 hommes) par un escadron dérivé, constitué de gendarmes réservistes (Livret défense – avril 2017)

Rétablissement des brigades de police de proximité  
Anonymisation des plaintes des fonctionnaires de police afin de ne pas les rendre identifiables par leurs agresseurs  
Pérennisation des efforts visant à porter le nombre de réservistes à 85 000 personnes en 2018 (Livret Terrorisme islamiste – avril 2017)



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rejet du rôle de l'armée pour suppléer aux carences du dispositif national de sécurité ou aux défauts du système éducatif</li> <li>- Extension ponctuelle des missions des armées (Révolution)</li> <li>- Objectif d'une garde nationale avec 80 000 volontaires d'ici 2020 (regroupant tous les réservistes : armées, gendarmerie, pompiers, police, sécurité civile)</li> <li>- Soutien au développement de la garde nationale ; prise en charge des frais engagés ; bonifications retraites pour les périodes d'engagement ; validation des acquis d'expérience</li> <li>- Diminution progressive de l'opération sentinelle en fonction de l'évolution de la menace terroriste</li> </ul> <p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Généralisation des caméras piétons pour enregistrer les contrôles d'identité dans les quartiers identifiés comme prioritaires (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>N'exclut pas la possibilité de créer une 4<sup>ème</sup> armée consacrée entièrement au cyber espace, au cours du quinquennat (Discours à Reims, 18 mars 2017)</p>	
<b>Anciens combattants</b>	<p>Création du Mérite Combattant pour rendre hommage à tous les anciens combattants (Discours à Reims, 18 mars 2017)</p>	<p>Revalorisation de la retraite du combattant          Mise en œuvre de la nouvelle ordonnance sur le Code des pensions militaires et des victimes de guerre          Suivi des conjoints survivants et des orphelins des militaires morts en opération ou en service          Bénéfice pour les grands blessés sur crédits d'État des meilleures appareillages et prothèses et pour ceux qui ne peuvent vivre de façon autonome, intégration d'une structure d'accueil spécifique</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<p>Implication du secrétariat d'Etat aux anciens combattants dans le nécessaire dispositif mémoriel          Accentuation de l'enseignement de l'Histoire de France et de l'histoire militaire à tous les stades de formation des responsables militaires et fin à la repentance qui blessent une seconde fois celles et ceux qui ont combattus pour la France          Recherche d'une valorisation à toutes occasions de nos anciens combattants au travers des manifestations patriotiques et des évènements nationaux et locaux          (Livret défense – avril 2017)</p>
<b>JUSTICE</b>		
<b>Organisation judiciaire</b>	<p>Engagement de l'Etat dans le cadre de ses fonctions régaliennes de justice et de sécurité par le biais d'une loi-cadre quinquennale (Révolution)</p> <p>Adoption de la révision constitutionnelle relative au Conseil Supérieur de la Magistrature          (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Consolidation de l'interdiction faite au ministre de la Justice de donner des instructions dans les affaires individuelles          (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Renforcement de la coopération judiciaire européenne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Poursuite du projet de Parquet européen</li> <li>- Meilleure entraide répressive dirigée contre le terrorisme international</li> <li>- Amélioration du déroulement des enquêtes pénales transfrontières en matière de criminalité organisée et de délinquance financière en général</li> </ul>	<p>Augmentation du nombre de postes de magistrats, notamment par un recrutement au tour extérieur.          Suppression de l'École Nationale de la Magistrature et création d'une filière de formation commune aux carrières judiciaires (avec des écoles d'application)          (144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

- Renforcement des moyens des offices et unités de coopération pénale, en particulier Europol et Eurojust, dans leurs capacités d'impulser ces enquêtes transfrontières et de fédérer, ou développer, des initiatives qu'un État, ou chacun des États, ne peut envisager
  - Renforcement de la sécurité juridique par une coopération judiciaire renforcée en matière civile
  - Degré élevé de sécurité juridique pour les citoyens dans leurs relations transfrontières et accès aisé et utile au juge compétent pour le règlement des litiges transfrontaliers
  - Simplification des mécanismes de coopération entre instances judiciaires nationales
  - Développement des programmes destinés à des formations spéciales pour les magistrats et personnels de justice
- (Présentation du programme, 2 mars 2017)

Tribunal de première instance dans chaque département pour être le guichet unique permettant un accès facilité au juge  
Service d'accueil unique du justiciable sur les anciens sites des juridictions fusionnées  
Soutien à la création de plateformes de règlements amiables des litiges  
Réforme de l'aide juridictionnelle pour qu'elle soit plus responsable et efficace  
Modification des ressorts des cours d'appel afin qu'aucune ne soit à cheval sur plusieurs régions administratives et qu'aucun département ne dépende d'une cour qui ne soit pas dans la même région que lui  
Caractère immédiatement exécutoire de toutes les décisions des premiers juges



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>Nouveaux outils à destination des juges et greffiers pour simplifier et automatiser les tâches Simplification de la gestion des tutelles pour les personnes âgées (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Prise en charge des mineurs</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour le placement des mineurs non délinquants en assistance éducative dans les internats des collèges et des lycées avec un suivi renforcé</li> <li>- Dans le cas de mineurs délinquants, placement dans des centres éducatifs « <i>fermés</i> »</li> <li>- Mise en place de programmes d'aide aux parents de mineurs en difficulté dans les établissements scolaires</li> </ul> <p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	
<p style="text-align: center;"><b>Justice pénale</b></p>	<p><b>Numérisation progressive des procédures en matière pénale</b> (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Révision « pragmatique » de la qualification des infractions et de l'échelle des peines</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Réflexion sur la dépénalisation de la détention de petite quantité de cannabis remplacée par de simples amendes pour désengorger les tribunaux</li> <li>- Réflexion sur une mesure de réparation coercitive au profit de la victime et d'une amende en dessous d'un certain seuil, en cas de vol (Révolution)</li> </ul> <p><b>Rétablissement de la crédibilité de la justice pénale</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Renforcement des moyens des magistrats, des services pénitentiaires, des fonctionnaires et des forces de l'ordre (Révolution)</li> </ul>	<p>Abrogation des lois laxistes comme la loi Pénale Taubira Rétablissement des peines planchers Suppression des remises de peines automatiques Lutte contre la délinquance des mineurs en responsabilisant les parents par la suppression du versement des aides sociales aux parents de mineurs récidivistes en cas de carence éducative manifeste Instauration d'une peine de prison de perpétuité réelle incompressible pour les crimes les plus graves Renforcement de la lutte contre la pédo-criminalité Simplification des procédures visant à faire reconnaître la diffamation ou l'injure Instauration d'une peine pénale d'injonction civile d'éloignement pour les chefs de bandes criminelles Rétablissement de l'expulsion automatique des criminels et des délinquants étrangers</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>Principe selon lequel <b>toute peine prononcée est une peine exécutée</b> suppression du principe de l'automatisme d'aménagement des peines inférieures à deux ans (réforme Taubira)          (Discours de Carpentras, 17 février 2017)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Examen automatique de l'aménagement de la peine aux 2/3 de la peine exécutée          (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p>Opposé à la majorité pénale à 16 ans          (Interview Le Figaro, 16 février 2017)</p> <p>Tolérance zéro vis-à-vis de la délinquance          (Interview Figaro, 16 février 2017)</p>	<p>Mise en place des accords bilatéraux permettant que les étrangers condamnés purgent leur peine dans leur pays d'origine          (144 engagements présidentiels)</p> <p><b>Révision du code de la route</b>          Fin du retrait de point et amende forfaitaire diminuée à 30 euros pour les excès de moins de 10km/h          Alourdissement de l'amende jusqu'à 150 euros, pour les excès de 40 à 50 km/h qui sont des mises en danger délibérées de la vie d'autrui          (Discours de Metz, Mars 2017)</p> <p>Anonymisation des plaintes des fonctionnaires de police afin de ne pas les rendre identifiables par leurs agresseurs          Renforcement des sanctions contre les délinquants récidivistes avec suppression des prestations sociales          (Livret Terrorisme islamiste – avril 2017)</p>
<b>Justice civile</b>	<p>Raccourcissement des délais de jugement pour les litiges inférieurs à 4 000 euros. Procédure entièrement dématérialisée et décision rendue en ligne          (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Abaissement du nombre de modes de saisine de 15 à 2 pour les procédures civiles</b>          (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	
<b>Droit administratif</b>		<p>Dissolution des associations et groupes dits « Antifas »          (Présent – 6 mars 2017)</p>
<b>Administration pénitentiaire</b>	<p>Création de 15 000 places de prison. Objectif de 80% des détenus en cellule individuelle          (Interview Figaro, 16 février 2017)</p>	<p>Création de 40 000 places supplémentaires de prison en 5 ans          Rattachement de l'administration pénitentiaire au ministère de l'Intérieur          Renforcement du renseignement pénitentiaire          (144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>Rénovation des bâtiments pénitentiaires anciens en adéquation avec les normes d'habitat récent            Placement de la personne dans un parcours de peine dépendant de son comportement            Inscription obligatoire du détenu dans un parcours de travail ou de formation            (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Mesures alternatives à l'incarcération</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'une agence des mesures alternatives à l'incarcération pour encourager le développement des travaux d'intérêt général</li> <li>- Augmentation des moyens des services pénitentiaires d'insertion et de probation avec un objectif de 40 personnes par agent            (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	<p>Isolement des individus répertoriés comme radicalisés afin de mettre fin à la mixité carcérale            (Livret Terrorisme islamiste – avril 2017)</p>
<h3>IMMIGRATION / LUTTE ANTITERRORISME</h3>		
<p>Politique d'immigration / Réfugiés</p>	<p><b>L'intégration, une priorité absolue</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation linguistique de niveau B1 pour tout étranger en situation régulière arrivant en France, conditionnant son accès à la carte de résident valable 10 ans</li> <li>- Mise en place de programmes locaux d'intégration</li> <li>- Accords globaux avec les principaux pays de départ et transit des migrants : aide au développement, installation de points de contrôle dans ces pays avant l'arrivée dans l'UE, aide à la lutte contre les passeurs et retour des migrants non autorisés à entrer dans l'UE            (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul>	<p>Réaffirmation de la compétence exclusive du gouvernement français sur les questions d'entrée et de sortie du territoire, de résidence et d'ouverture de droits.            (Discours des Estivales de Fréjus – septembre 2016)</p> <p>Réduction drastique de l'immigration pour des économies de 8,5 milliards d'euros dès la première année            (Le Scan Eco du Figaro le 1<sup>er</sup> juillet 2016)</p> <p>Impossibilité de régularisation ou de naturalisation des étrangers en situation illégale            Simplification et automatisation de leur expulsion            Réduction de l'immigration légale à un solde annuel de 10 000</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Promotion d'une immigration de la connaissance</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Allègement des procédures et réduction des délais d'obtention des « visas talents »</li> <li>- Développement des visas de circulation pour les professionnels (entreprises, scientifiques) : ceux-ci devraient être inscrits sur une liste de bona fide établie sous la responsabilité de la chambre de commerce locale ou du service économique régional de l'ambassade</li> <li>- Simplification des modalités d'accès au travail pour les étudiants titulaires d'un master en France (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Vers une politique claire en matière d'accueil</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Accueil et formation rapide des personnes qui ont droit à la protection de la France mais reconduction à la frontière toutes celles et ceux qui ne répondent pas aux conditions de l'asile</li> <li>- Principe selon lequel la France ne peut pas accueillir tout le monde à n'importe quelle condition : engagement des personnes en France à respecter et défendre nos valeurs : égalité hommes-femmes, liberté de conscience et de culte (Révolution)</li> </ul>	<p>Fin de l'automaticité du regroupement et du rapprochement familial ainsi que de l'acquisition automatique de la nationalité française par mariage (144 engagements présidentiels)</p> <p>Instauration d'une priorité nationale en prévoyant une taxe additionnelle sur tout nouveau contrat d'employé étranger. (Le Monde, 2 février 2017)</p> <p>Engagement d'une consultation nationale sur un sujet précis : quelles sont les conditions d'entrée, de séjour et d'acquisition de la nationalité ? Quels nature, périmètre et accès aux systèmes de protection sociale et aux régimes de solidarité ? (Conférence sur la Citoyenneté – mars 2017)</p>
<p><b>Droit d'asile</b></p>	<p>Réforme des conditions d'examen des demandes d'asile avec une prise de décision en 8 semaines  Réforme des modalités de recours contre les décisions de refus : en cas de recours, intervention du jugement entre 6 et 8 semaines  Délai total de la procédure complète (OFPRA + recours) limité à 6 mois maximum.  (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Gestion d'asile coordonnée au niveau européen  (Le Grand Débat, 20 mars 2017)</p>	<p>Limitation du droit d'asile aux seuls cas ayant répondu à une procédure stricte avec demandes déposées dans les ambassades et consulats français dans les pays d'origine ou les pays limitrophes  (144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<b>Acquisition de la nationalité française</b>	<p>Faire de la maîtrise de la langue française le principal critère de l'obtention de la nationalité française (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Contre la déchéance de nationalité (Discours « lutte contre le terrorisme », 10 avril 2017)</p>	<p>Suppression du droit du sol : Acquisition possible uniquement par la filiation ou la naturalisation dont les conditions seront par ailleurs plus exigeantes</p> <p>Suppression de la double nationalité extra-européenne pour l'avenir (Bourdin Direct, 3 janvier 2017 ; 144 engagements présidentiels)</p>
<b>Mesures antiterroristes</b>	<p>Mobilisation concertée des ministères de l'Intérieur, de la Justice, de la Défense, des Finances et des Affaires Etrangères autour de la stratégie de contre-terrorisme</p> <p>Création d'une task-force permanente opérant 24h/24 et associant les services de renseignement autour d'objectifs communs (Discours à Reims, 18 mars 2017)</p> <p><b>Meilleure circulation de l'information et du renseignement entre autorités judiciaires et services de renseignement en incluant le ministère de la Justice dans la stratégie de contre-terrorisme</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Possibilité d'accéder aux données des instructions en cours</li> <li>- Meilleur accès pour les juges aux données des services utiles à leur travail</li> <li>- Renforcement des moyens des parquets et juges d'instruction, ainsi que l'articulation entre DGSI et renseignement pénitentiaire</li> </ul> <p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Evaluation de la sortie de l'état d'urgence en fonction du niveau de risque décrit par les renseignements, mais favorable à une sortie à terme, à défaut favorable à l'organisation d'un débat au Parlement (Le Parisien, 2 mars 2017)</p>	<p>Renforcement de la lutte contre le cyber-djihadisme</p> <p>Interdiction et dissolution des organismes de toute nature liés aux fondamentalistes islamistes.</p> <p>Expulsion de tous les étrangers en lien avec le fondamentalisme islamiste (notamment les fichés S)</p> <p>Fermeture de toutes les mosquées extrémistes recensées par le ministère de l'Intérieur</p> <p>Interdiction du financement étranger des lieux de culte et de leur personnel</p> <p>Interdiction de tout financement public (État, collectivités territoriales...) des lieux de culte et des activités culturelles</p> <p>Lutte contre les filières djihadistes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Déchéance de la nationalité française pour les binationaux,</li> <li>- Expulsion et interdiction du territoire pour tout binationnel lié à une filière djihadiste</li> <li>- Application de l'article 411-4 du Code pénal sur l'intelligence avec l'ennemi et placement en détention préventive tout individu de nationalité française en lien avec une organisation étrangère suscitant des actes d'hostilité ou d'agression contre la France et les Français</li> <li>- Établissement de la liste de ces organisations</li> </ul> <p>Rétablissement de l'indignité nationale pour les individus coupables de crimes et délits liés au terrorisme islamiste (144 engagements présidentiels)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>Transition vers une « <i>société de vigilance</i> » Rétablissement de l'Etat de droit commun (Discours au Mans, 11 octobre 2016)</p> <p><b>Amplification de la stratégie de la France à l'extérieur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Frappe des terroristes dans leurs repaires</li> <li>- Limitation de l'extension de l'emprise des djihadistes dans des pays comme la Tunisie, la Jordanie, la Turquie...</li> <li>- Actions concertées avec nos partenaires contre la propagande et le recrutement (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> <li>- Appui aux forces locales en Syrie qui combattent l'Etat Islamique (Discours à Reims, 18 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Rôle des GAFA dans la lutte contre le terrorisme</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Initiative internationale (notamment au niveau de l'OTAN) pour contraindre les GAFA à coopérer dans la lutte contre le terrorisme : obligation absolue de résultat quant au retrait « sans délais » des contenus qui servent notamment aux groupes djihadistes à recruter et à diffuser leur propagande</li> <li>- Initiative légale pour contraindre les « messageries instantanées fortement cryptées » à fournir les clés de chiffrement aux autorités pour lutter contre le terrorisme (Discours « lutte contre le terrorisme », 10 avril 2017)</li> </ul> <p>Désignation d'un juge spécifiquement chargé de l'indemnisation des victimes de terrorisme (Discours « lutte contre le terrorisme », 10 avril 2017)</p>	<p>Organisation d'un audit national des postes occupés par les personnes fichées S sur l'ensemble du territoire et mise à pied systématique</p> <p>Redéfinition des liens diplomatiques et économiques avec les pays suivants : Qatar, Arabie Saoudite, pour lutter contre le financement islamique</p> <p>Ouverture d'un dialogue avec l'ensemble des États qui combattent le fondamentalisme islamiste, à commencer par les gouvernements russe et syrien</p> <p>Identification et fermeture des lieux de culte clandestins</p> <p>Création d'une commission d'enquête parlementaire pour assurer le suivi des fermetures des mosquées radicales et les associations intégristes</p> <p>Création d'une commission d'enquête parlementaire sur le financement des mosquées, des associations culturelles et culturelles animant l'Islam et l'influence des Etats étrangers instillant une vision fondamentaliste</p> <p>Obligation d'avoir des prêches en langue française</p> <p>Moratoire sur les constructions de mosquées</p> <p>Isolement des individus répertoriés comme radicalisés afin de mettre fin à la mixité carcérale (Livret Terrorisme islamiste – avril 2017)</p>
--	--	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Ressortissants français revenant de théâtres d'opérations de Daech</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Interpellation dès leur arrivée</li> <li>- Soumission à un régime de détention stricte</li> <li>- Dispositif de probation renforcé à la fin de la peine</li> </ul> <p>(Discours « lutte contre le terrorisme », 10 avril 2017)</p> <p>Pour la fermeture des lieux de culte radicalisés « <i>en s'en donnant les moyens</i> »</p> <p>(Discours « lutte contre le terrorisme », 10 avril 2017)</p> <p><b>Implication de chacun pour identifier la menace</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation aux gestes de premier secours</li> <li>- Formation aux réactions en cas d'attaque</li> <li>- Formation pour alerter les forces de police</li> </ul> <p>(Révolution)</p>	
<p>Renseignement</p>	<p><b>La lutte contre le terrorisme = une bataille du renseignement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création d'une cellule spéciale du renseignement anti-Daech de 50 à 100 agents</li> <li>- Création d'un Etat-Major centralisé du renseignement, des opérations de sécurité intérieure et de lutte contre le terrorisme rapportant directement au Conseil de défense auprès du PR</li> <li>- Recréation d'un véritable renseignement territorial</li> <li>- Consécration de la cybersécurité et de la cyber sécurité comme priorités</li> <li>- Programmation sur 4 à 5 ans de la modernisation des moyens de la sécurité intérieure</li> <li>- Priorité au renseignement dans la prochaine loi de programmation militaire (été 2017)</li> </ul> <p>(Le Parisien, 2 mars 2017)</p>	<p>Renforcement des moyens humains et techniques des services de renseignement intérieurs et extérieurs</p> <p>Création d'une agence unique de lutte antiterroriste rattachée directement au Premier ministre, chargée de l'analyse de la menace et de la coordination opérationnelle</p> <p>(144 engagements présidentiels)</p>

## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>Opposition à l'incarcération automatique des fichés S (Discours au Mans, 11 octobre 2016)</p>	
<h3>INTERNATIONAL</h3>		
<p>Politique étrangère / Diplomatie</p>	<p><b>Russie</b> Refondation de notre relation avec la Russie : refus de l'arrêt des relations ; pour un dialogue exigeant pour régler les crises dans lesquelles la Russie est impliquée (Emission Politique France 2, 6 avril 2017)</p> <p><b>Turquie</b> Pour le soutien aux démocrates en Turquie, vigilance vis-à-vis de la « <i>dérive autoritaire</i> » que représente le référendum turc du 16 avril 2017 (Bourdin direct sur RMC, 17 avril 2017)</p> <p><b>Syrie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pour un cessez-le-feu et une transition politique en Syrie (Bourdin direct sur RMC, 17 avril 2017)</li> <li>- Pour une intervention de la communauté internationale en Syrie si celle-ci est reconnue responsable des attaques chimiques perpétrées.</li> <li>- Eradication des capacités d'interventions en armes chimiques de Bachar Al Assad (Emission Politique sur France 2, 5 avril 2017, Forum Radio J, 9 avril 2017)</li> <li>- Leadership diplomatique de la France pour une sortie de crise en Syrie (Interview France 2, 19 mars 2017)</li> </ul>	<p>Mise en œuvre d'un principe directeur de solidarité Nord/Sud au niveau de l'action internationale : ciblage de l'Aide Publique au Développement des Etats du Nord sur le Sud francophone en priorité (Carnets d'espérance – Appel de Québec, le 20 mars 2016)</p> <p>Demande aux Nations-Unies de compléter la Déclaration Universelle par des dispositions qui assurent les droits des sociétés humaines : Droit à la sécurité environnementale, droit à l'intégrité de leurs institutions, de leurs lois, de leur gouvernement ; droit à décider de l'emploi de leurs ressources, droit de fixer les règles sociales et fiscales applicables sur leur territoire, Droit à leur intégrité morale et culturelle, enfin. (Discours des Estivales de Fréjus – septembre 2016)</p> <p>Retrait de la France du commandement militaire intégré de l'OTAN Négociation d'accords bilatéraux avec les États-Unis pour la coopération techniques (144 engagements présidentiels / Livret défense – avril 2017)</p> <p><b>Afrique</b> Instauration de l'Afrique comme première des priorités internationales de la France</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>Réévaluation, clarification, renouveau et réinvestissement dans les relations France – Etats-Unis (Révolution)</p> <p><b>Projections en matière de politique étrangère</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Focus de notre action diplomatique et militaire pour assurer un schéma de sécurité au Maghreb et en Méditerranée face aux crises régionales</li> <li>- Action européenne en Lybie en s'appuyant sur l'Algérie et l'Egypte</li> <li>- Aide de l'Iran dans son ouverture économique à condition qu'il respecte l'accord sur le nucléaire</li> <li>- Concernant Israël, retour à l'esprit des accords d'Oslo</li> <li>- Renforcement d'une approche européenne vis-à-vis de la Turquie</li> <li>- Renforcement de la coopération avec l'Afrique au vu des potentialités de dynamisme économique qu'elle offre (Révolution)</li> </ul> <p>Exigence à l'égard du Qatar et de l'Arabie saoudite, en termes de politique internationale et pour avoir une nouvelle transparence quant au rôle qu'ils exercent dans le financement ou dans les actions qu'ils peuvent conduire à l'égard de groupements terroristes (BFM TV, 9 avril 2017)</p> <p>Réduction du nombre d'OPEX en inscrivant systématiquement les interventions dans le cadre d'un mandat de l'ONU (Révolution)</p>	<p>Limitation de l'immigration africaine pour y préférer l'assimilation et la gestion en priorité des étrangers déjà présents sur le sol français</p> <p>Proposition d'association d'influence sur la scène internationale pour porter une vision originale de l'Humanité, celle qui se fonde sur les valeurs de la francophonie partagée.</p> <p>Développement d'une politique de coopération avec consécration avant 2022, de 0,7 % de la richesse française à la coopération avec l'Afrique avec 4 thèmes : les forces de défense et de sécurité, l'agriculture et les infrastructures, l'éducation et la santé (Discours de N'Djamena, 22 mars 2017)</p> <p>Relance et soutien à l'organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires</p> <p>Sanctuarisation annuelle de 500 millions d'euros pour la coopérations structurelle et opérationnelle en matière de sécurité et de défense</p> <p>Refonte de l'attribution des fonds aux fonds multilatéraux pour rationalisation des prêts et obtention de marges de manœuvre pour l'aide bilatérale en dons</p> <p>Création d'une structure ministérielle unique pour le développement, la solidarité et les sécurités</p> <p>Développement des offres commerciales conjointes entre entreprises française qui associeront offre technique et offre de financement</p> <p>Accompagnement des PME souhaitant investir en Afrique, à travers une structure de conseil dédiée</p> <p>Limitation des aides liées</p> <p>Maintien d'une politique souple de délivrance de visas à destination des opérateurs économiques africains (Livret Afrique, mars 2017)</p>
--	--	---



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

		<p>Redéfinition des liens diplomatiques et économiques avec les pays suivants : Qatar, Arabie Saoudite, pour lutter contre le financement islamique</p> <p>Ouverture d'un dialogue avec l'ensemble des États qui combattent le fondamentalisme islamiste, à commencer par les gouvernements russe et syrien (Livret Terrorisme islamique – avril 2017)</p>
Francophonie	<p><b>Rôle clé de l'Afrique dans le dynamisme de la Francophonie</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Création de liens avec les nouvelles élites entrepreneuriales en Afrique</li> <li>- Intensification des relations avec l'Afrique (Révolution)</li> </ul>	<p>Renforcement des législations linguistiques nationales</p> <p>Publication en français des travaux issus de la recherche médicale et scientifique publique</p> <p>Traduction systématique en français des publications scientifiques internationales pour faciliter la circulation des savoirs dans l'espace francophone</p> <p>Respect strict de la langue française dans les institutions internationales</p> <p>Maîtrise de la mobilité des étudiants par le biais d'un « <i>Erasmus francophone</i> » assurant des formations de qualité pour favoriser la circulation des compétences entre Nord et Sud (Carnets d'espérance – Appel de Québec, le 20 mars 2016)</p> <p>Renforcement du réseau des écoles et des lycées français dans le monde</p> <p>Mise en œuvre d'une véritable politique de co-développement avec les pays d'Afrique fondée prioritairement sur l'aide au développement de l'école primaire, l'aide à l'amélioration des systèmes agricoles et l'aide au renforcement des outils de Défense et de sécurité (144 engagements présidentiels)</p>
Relations économiques internationales	<p>Approfondissement des partenariats économiques avec la Chine (Révolution)</p> <p>Fin aux accords qui favorisent le Qatar en France</p>	<p>Interdiction, au titre de la priorité nationale, des importations de produits qui ne respectent pas les normes des producteurs français et taxe de 3 % sur les importations (Challenges 3 février 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>(BFM TV, 9 avril 2017)</p> <p>Négociation avec la Chine et les Etats-Unis par l'intermédiaire de l'Europe (Révolution)</p> <p>Déploiement d'un stratégie commerciale offensive et discussion avec l'Asie et le Pacifique « <i>pour ne pas laisser les Etats-Unis seul arbitre</i> »</p>	<p>Dénonciation des conventions fiscales avec les pays du Golfe qui accordent des privilèges indus</p> <p>Refus des traités de libre-échange (TAFTA, CETA, Australie, Nouvelle-Zélande, etc.) (144 engagements présidentiels)</p>
<h3>EUROPE</h3>		
<p><b>Gouvernance</b></p>	<p><b>Relance du dialogue stratégique et de la confiance France-Allemagne</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Présentation à l'été 2017 de la stratégie française en matière de réformes de modernisation du pays ainsi que du plan quinquennal de baisse des dépenses courantes</li> <li>- En contrepartie, demande à l'Allemagne de procéder à une vraie relance budgétaire (Révolution)</li> </ul> <p><b>Consécration de la démocratie au cœur du projet européen</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Lancement dans toute l'UE dès la fin des élections allemandes à l'automne 2017, de conventions démocratiques, c'est-à-dire de l'organisation d'un débat (dont les modalités sont laissées aux Etats) sur le contenu de l'action de l'UE, ses politiques et ses priorités</li> <li>- Elaboration d'une feuille de route brève en fonction de ces débats par les gouvernements européens, contenant des défis communs, des priorités d'action et le calendrier</li> <li>- Validation politique de ce projet politique ensuite selon la tradition démocratique de chaque Etat</li> </ul>	<p>Ouverture d'une négociation avec nos partenaires européens suivie d'un référendum sur notre appartenance à l'Union européenne. L'objectif est de parvenir à un projet européen respectueux de l'indépendance de la France, des souverainetés nationales et qui serve les intérêts des peuples. (144 engagements présidentiels)</p> <p>Favorable au « Frexit » : sortie de la France de l'UE (Carnets d'espérance – Frexit, le 13 mars 2016)</p> <p>Référendum pour les questions relatives à la sortie de l'Union européenne et de la zone euro (La Tribune, 4 janvier 2017)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>(Révolution)</p> <p>Changement du principe de prise de décision pour empêcher que le refus d'avancer d'un pays bloque tous les autres Création d'un contingent de parlementaires européens élus sur un scrutin de liste paneuropéen (Discours à Lyon, 24 septembre 2016)</p>	
<p><b>Economie / Social</b></p>	<p><b>Poursuite de la convergence économique au sein de la zone euro</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un <b>budget de la zone euro</b> pour financer les investissements communs, aider les régions en difficulté et répondre aux crises dont l'accès sera conditionné au respect des règles communes fiscales et sociales</li> <li>- Désignation d'un <b>ministre des finances de la zone euro</b> responsable devant un Parlement de la zone euro regroupant l'ensemble des parlementaires européens de la zone euro au moins une fois par mois (Révolution)</li> <li>- <b>Nouvelles règles budgétaires de la zone euro</b> : simples et transparentes ; avec un rôle contra-cyclique, assurant la soutenabilité de la dette publique de chaque pays (Présentation de la stratégie économique et budgétaire, 24 février 2017)</li> <li>- Défense de l'intégrité du marché unique européen dans le cadre du Brexit (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Mise en place d'une politique économique plus appropriée</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place d'un plan d'investissement « <i>beaucoup plus efficace que le Plan Juncker</i> » pour financer les équipements en fibre, les investissements en énergies renouvelables, les interconnexions et techniques de</li> </ul>	<p>Création d'une nouvelle monnaie nationale, l'écu, coexistant avec l'euro et permettant les échanges internationaux Maintien de l'euro comme monnaie commune pour les échanges intra-européens Retrait des banques françaises de l'Union bancaire européenne (Le Parisien le 29 juin 2016)</p>



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p>stockage en énergie, l'éducation, la formation et la recherche. Parallèlement sortie des investissements d'avenir contribuant à ce plan des objectifs de dette et de déficit compris dans le pacte de stabilité et de croissance (Révolution)</p> <p><b>Pour une concurrence mondiale équitable</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Instauration d'un <b>protectionnisme européen sélectif contre le dumping social, fiscal ou étatique</b> (Discours à Lyon le 24 septembre 2016)</li> <li>- Contrôle européen des investissements étrangers dans les secteurs stratégiques (Révolution)</li> <li>- Accès aux marchés publics européens réservé aux entreprises localisant au moins la moitié de leur production en Europe dans le cadre d'un « <b>Buy European Act</b> »</li> <li>- Pour la création d'un <b>procureur commercial européen</b> pour vérifier les engagements des partenaires et sanctionner leur violation</li> <li>- Obligation pour tout accord commercial de l'UE d'intégrer un volet de coopération fiscale et des clauses sociales et environnementales contraignantes</li> <li>- Mise en place des comités de vigilance associant des représentants d'associations et d'ONG au cours de la négociation, puis pour l'application des accords commerciaux et l'évaluation de leur impact. (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> <li>- Objectif de contrainte de toutes les formes de financements opaques</li> <li>- Encadrement des rémunérations des dirigeants partout dans le monde (Révolution)</li> </ul>	
--	---	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Défense des entreprises européennes dans le cadre de la mondialisation</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Contrôle européen sur les investissements étrangers</li><li>- Renforcement des procédures européennes anti-dumping</li><li>- Défense d'un « <i>Buy European Act</i> » pour réserver l'accès aux marchés publics européens aux entreprises qui localisent au moins la moitié de leur production en Europe</li><li>- Taxe au niveau européen sur le chiffre d'affaires réalisé dans nos pays pour des prestations de service électronique</li><li>- Sanctions commerciales contre les pays ne respectant pas les clauses sociales et environnementales des accords commerciaux conclus avec l'UE (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li></ul> <p><b>Lutte contre l'évasion et la fraude fiscale</b></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Inscription de tous les pays de la zone euro dans une logique de convergence fiscale pour l'impôt sur les sociétés</li><li>- Renégociation de tous les accords existant en matière fiscale entre un pays de l'UE et un paradis fiscal (Révolution)</li></ul> <p>Mise en place d'un <b>socle de droits sociaux européens</b> qui définit les standards minimum cc. Droits à la formation, couverture santé, assurance chômage, salaire minimum (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>Lutte contre les abus du travail détaché</b></p>	
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas d'abrogation de la directive travailleurs détachés mais pour un renforcement des contrôles et un travail accru pour éviter les distorsions (LCP – 23 mars 2017)</li> <li>- Redéfinition des règles du détachement au niveau européen pour mettre fin à toute forme de concurrence sociale déloyale</li> <li>- Durée maximale d'un an de séjour d'un travailleur détaché en France (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> </ul> <p><b>Création d'un marché unique de l'énergie en Europe en fixant un prix plancher du carbone dans les pays de l'Union</b> (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p><b>PAC : pour une PAC plus protectrice et plus réactive</b> : mise en place des mécanismes de stabilisation des revenus adaptés à chaque filière (subvention contra-cyclique, régulation de la production...) (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Fiscalité environnementale européenne valorisant les comportements citoyens et allégeant la fiscalité du travail (Révolution)</p> <p>Pas d'ajout de norme nationale aux normes européennes en matière d'agriculture, maritime et de pêche (Présentation du programme, 2 mars 2017)</p> <p>Rôle de la souveraineté économique européenne pour faire respecter au niveau international les règles de concurrence (Révolution)</p>	
--	--	--



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

<p style="text-align: center;"><b>Espace Schengen / Frontières extérieures</b></p>	<p>Préservation des accords Schengen et limitation de leur suspension aux situations d'urgence (Tribune du Monde, 2 janvier 2017)</p> <p><b>Renforcement de la coopération européenne en matière de gestion des flux migratoires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Développement d'une vraie politique commune de garde-côtes et de garde-frontières : création de 5 000 postes de policiers aux frontières au niveau de l'UE (Le Parisien, 2 mars 2017)</li> <li>- Mise en place d'une vraie politique commune en matière de renseignement pouvant mener à terme vers une police commune pour le crime organisé et le terrorisme (Tribune du Monde, 2 janvier 2017)</li> <li>- Renforcement et harmonisation de la sécurité des cartes d'identité (biométrie) (Présentation du programme, 2 mars 2017)</li> <li>- Réouverture des négociations avec le Royaume-Uni en matière d'immigration</li> <li>- (Révolution)</li> </ul> <p><b>Développement au niveau européen d'accords de coopération avec les grands pays d'émigration et de transit</b>, fondés sur une aide au développement, un soutien au contrôle de leurs frontières et un accord sur le retour des migrants non autorisés à entrer ou résider dans l'Union européenne (Tribune du Monde, 2 janvier 2017)</p>	<p>Rétablissement des frontières nationales et sortie de l'espace Schengen</p> <p>Mise en place d'un dispositif particulier pour les travailleurs frontaliers pour leur faciliter le passage de la frontière</p> <p>Reconstitution des effectifs supprimés dans les douanes par le recrutement de 6 000 agents durant le quinquennat (144 engagements présidentiels)</p>
<p style="text-align: center;"><b>Défense</b></p>	<p>Travail conjoint avec les parlementaires européens, l'Allemagne, le Royaume Uni pour assurer notre sécurité collective de manière plus indépendante (Révolution)</p>	



## COMPARATIF DES PROGRAMMES – Emmanuel Macron / Marine Le Pen

	<p><b>Pour une Europe de la Défense basée sur des coopérations concrètes</b> (pour une coopération spécifique entre Etats membres volontaires sans attendre la participation de tous)</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Création d'un Quartier Général européen (planification et contrôle des opérations de défense européenne)</li><li>- Fonds européen de défense finançant les équipements militaires communs</li><li>- Création d'un Conseil de sécurité européen rassemblant les principaux responsables militaires, diplomatiques et du renseignement des Etats membres</li><li>- Activation des « <i>groupement tactiques</i> » pour mener des interventions européennes communes sur le terrain</li></ul> <p>(Présentation du programme, 2 mars 2017)</p>	
--	--	--